



Revue de presse « Défense »

(contact : adulou@numericable.fr)

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez soit contacter directement le responsable de thème de Défense soit réagir en adressant un courriel à l'adresse indiquée ci-dessus.

L'équipe de la Revue de presse Défense vous remercie de votre confiance et de votre intérêt pour son travail, toutes vos suggestions sont les bienvenues. Cette revue de presse paraît désormais sur le site de l'UNION-IHEDN, à l'adresse : <http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>



Le 22 novembre 1963, Le président Kennedy est assassiné

Date : 22 novembre 2019

Prochaine diffusion : le jeudi 28 novembre 2019

Sommaire des articles proposés

- 1) Enjeux de la Défense, Doctrine, Concepts, Missions :
 - *Le monument aux morts de la Place d'Italie en partie détruit*
 - *Guerre électronique : la DGA teste un aérostat sur la côte bretonne*
- 2) Relations internationales - Europe de la défense - OTAN :
 - *La marine pakistanaise, une puissance en devenir ?*
 - *La Bolivie après Evo Morales Comprendre une situation géopolitique instable*
 - *L'OTAN est morte mais l'Europe est malade*
- 3) Armements - Industries - Économie :
 - *Le VCBI de Nexter est-il ensablé au Qatar ?*
 - *News Space : la startup californienne Loft Orbital s'installe à Toulouse*
 - *Rachat des Chantiers Atlantique par Fincantieri : vers des risques de transferts de technologie ?*
 - *5G : des désaccord entre Bercy et l'Arcep pourraient repousser l'appel d'offres à mars 2020*

- 4) Les forces armées - Air - Marine - Terre - Gendarmerie :
 - *Dunkerque : déploiement hélicoptère pour une opération des plongeurs démineurs sur une drague*
 - *La Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris est « en péril » prévient la Cour des Comptes*
 - *Réservistes au CTSA : plus qu'un besoin, une nécessité*
 - *la base aérienne de Saint-Dizier s'implique dans la lutte contre le cancer*
- 5) Zones de conflits :
 - *Face à l'Iran, les Etats-Unis montrent les muscles pour rassurer leurs alliés*
 - *Qui sont les supplétifs syriens de la Turquie ?*
 - *Colonies israéliennes : le soutien du gouvernement Trump peut-il mettre le feu aux poudres ?*
 - *Algérie, les militaires sont divisés sur la sortie de crise*
- 6) Renseignements et menaces :
 - *Il voulait construire une distribution Linux Gentoo pour Daesh*
 - *Le Royaume-Uni commence à rapatrier de Syrie ses orphelins de djihadistes*
 - *« Mettez Creta Thunberg en Premier ministre, ça se passera mal »*
 - *Guerre commerciale : le président chinois se dit prêt à riposter s'il le faut*
- 7) Sécurité intérieure :
 - *« Ping Call » : la gendarmerie du Nord tire la sonnette d'alarme*
- 8) Énergie environnement climat :
 - *Feux de brousse en Australie : des niveaux de pollution jamais atteints sur la côte est*
- 9) Géopolitique de la culture :
 - *De la Grande Guerre à la guerre actuelle*
 - *Internet : l'autre répression du régime iranien*
- 10) Géopolitique de l'information :
 - *CHU de Rouen ; un ransomware au centre de l'attaque*
 - *Ransomware : le cybercrime sait aussi se réinventer*
 - *Les antivirus déclarent la guerre aux « stalkerwares »*
 - *Les Etats-Unis accordent un nouveau sursis de 90 jours à Huawei*
 - *Avertissement de sécurité Windows : les rançongiciels se développent rapidement et sont de plus en plus difficiles à contrer*
- 11) Jour après Jour : 22 novembre 2019
- 12) Revue de presse internationale en langue étrangère :
 - *India's Space Agency to launch three satellites to boost border security*
 - *Russia returns navy vessels seized from Ukraine*
 - *NATO recognizes space as a new operational domain says Stoltenberg*
 - *Nuclear agency urges Iran to explain uranium particles at undeclared site*
 - *Boeing Starliner Crew spacecraft heads to pre-launch processing*
 - *EU shipping emissions regulations : A sweet spot a bureaucratic monster?*
- 13) Liste d'articles non retenus mais pouvant être consultés sur demande.

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez contacter directement le responsable de la revue, en adressant un courriel à : adulou@numericable.fr, ou au webmaster du site « union-ihedn.org ».

1/ ENJEUX DE LA DEFENSE - DOCTRINE - CONCEPTS – MISSIONS

□ □ THEME 1 - 1 : Le monument aux morts de la Place d'Italie en partie détruit

Source, journal ou site Internet : comité national d'entente

Date 19 novembre 2019

Auteurs : Général d'armée (2S) Bruno Dary

Adressé par André Dulou

Le Comité National d'Entente (CNE), qui représente plus de 40 associations patriotiques d'anciens combattants et de victimes de guerre, soit environ 1.500.000 personnes, a suivi avec stupeur les événements qui se sont déroulés le samedi 16 novembre à Paris, et plus particulièrement ceux de la place d'Italie.> Une fois encore, ce sont les symboles du pays qui ont été atteints, en l'occurrence la statue du maréchal Juin et les plaques de marbre de son socle

Au-delà des dégradations importantes, c'est la première fois que des manifestants s'en prennent ainsi à l'un des symboles forts et irréfutables de la nation : à travers le maréchal Juin, c'est aussi l'ensemble du Corps expéditionnaire français en Italie qui a vu sa mémoire piétinée et avec lui, les milliers de soldats, venus de tout le continent africain pour libérer l'Italie puis la France et permettre ainsi aux Français de retrouver la liberté et à leurs descendants de vivre en paix ! L'an dernier, c'était l'Arc de Triomphe qui avait été "tagué" et en partie pillé ! Aujourd'hui, c'est la statue d'un héros du XX^e siècle qui est souillée ! A chaque profanation, c'est notre âme de soldat qui est atteinte, c'est notre cœur de citoyen qui est blessé et c'est notre fraternité de Français qui est remise en cause !

Combien de temps de tels actes vont-ils durer ? Combien de temps allons-nous nous laisser insulter ?

NDLR : monsieur le préfet Didier Lallement a adressé une réponse de soutien et d'action au général Dary.

□ □ THEME 1 - 2 : Guerre électronique : la DGA teste un aérostat sur la côte bretonne

Source, journal ou site Internet : Mer et Marine

Date 22 novembre 2019

Auteur : Vincent Grozeleau

Adressé par François Jouannet

Il s'appelle CERBERE, acronyme signifiant « Capacité expérimentale ROEM pour ballons et aérostats légers. Ce démonstrateur a été testé récemment par la Direction Générale de l'Armement sur l'ancien site côtier du GERBAM à Gâvres, près de Lorient. Il est le fruit d'une étude destinée à déterminer la faisabilité et expérimenter l'emploi de moyens de recueil de

renseignements d'origine électromagnétique (ROEM) via un ballon captif. Equipé de capteurs électromagnétiques, l'engin a été développé par Ineo Défense et l'ONERA sur la base d'un aérostat Eagle Owl de la société française Airstar Aerospace, reprise en début d'année par le groupe CNIM.

Une campagne d'essais a ensuite été menée à Gâvres par le centre d'expertise et d'essais DGA Maîtrise de l'information et de DGA Ingénierie des projets. Les vols se sont déroulés sur deux semaines au-dessus d'un site d'entraînement situé à proximité de l'océan. L'expérimentation a impliqué des opérationnels de la Marine nationale et de l'armée de Terre. L'objectif des essais consistait à évaluer les performances du démonstrateur en jouant des scénarii représentatifs de la réalité opérationnelle, que le milieu soit maritime ou terrestre. Différents plastrons spécifiquement mis en œuvre pour l'expérimentation ont été détectés, goniométrés (déterminer l'angle d'arrivée d'un signal) et caractérisés (déterminer les caractéristiques d'un signal pour préciser le type de l'émetteur et de l'émission). « Le recueil du renseignement d'origine électromagnétique est indispensable à la maîtrise de l'information et à la connaissance de l'adversaire. Les forces armées sont confrontées sur les théâtres d'opérations à une densité accrue d'émissions électromagnétiques dues en particulier au développement des télécommunications. Elles doivent donc disposer de moyens de détection et de localisation optimisés et innovants. Dans cette perspective, embarquer un système ROEM sur un aérostat léger offre deux avantages. Placés en altitude, les capteurs électromagnétiques sont moins contraints par les effets de masques liés au terrain (arbres, bâtiments et rotondité de la Terre). Ils gagnent ainsi en capacité de détection. Un ballon offre de plus une permanence de très longue durée en altitude, à un coût moindre que celui d'une flotte d'avions ou de drones », explique la DGA. Alors que ce projet en est encore au stade de l'étude expérimentale, les forces françaises mettent déjà en œuvre des ballons captifs, mais pour le moment uniquement dans des fonctions de surveillance. Capables d'embarquer un radar et un système électro-optique, des aérostats sont par exemple employés dans la région du Sahel. Il s'agit d'engins de la société varoise A-NSE, dont un ballon a également été testé cet été en Grèce par l'agence européenne Frontex dans le cadre de la surveillance maritime en mer Egée.

2/ RELATIONS INTERNATIONALES - EUROPE DE LA DEFENSE - OTAN :

□ □ THEME 2 - 1 : La marine pakistanaise, une puissance en devenir ?

Source, journal ou site Internet : CESM

Date 21 novembre 2019

Auteur : Brèves Marine N° 228

Adressé avec l'aimable autorisation du CESM

En avril 2019, la marine pakistanaise a annoncé le succès du test d'un missile de croisière, le Harbah, tiré depuis le patrouilleur lance-missiles PNS Himmat. Développé localement, ce moyen indique une montée en puissance de l'industrie de défense et des forces navales pakistanaises, sur fond de hausse des tensions régionales.

LA MER AU CŒUR DES ENJEUX DU PAKISTAN

Parmi les défis auxquels doit faire face le Pakistan dans son environnement régional, les problématiques maritimes et navales sont rarement mises en avant. Pourtant, ces enjeux sont fondamentaux. Les missions traditionnelles des forces navales pakistanaises sont la protection

des 1 046 kilomètres de côtes ainsi que des ports et des bases. Cependant, depuis 2001, de nouvelles missions ont été confiées : la lutte contre le terrorisme, contre le trafic de drogue et contre la piraterie. Le Pakistan étant très dépendant des importations d'hydrocarbures par voie maritime, la sécurisation de ces approvisionnements est un enjeu primordial, comme l'est la recherche de ressources alternatives. Si en mars 2019, le Premier ministre Imran Khan annonce la découverte d'importantes réserves au large de Karachi, quelques mois plus tard, c'est la désillusion. Les autorités pakistanaises annoncent l'arrêt des forages après 18 tentatives non fructueuses en mer d'Arabie par ENI et ExxonMobil sur le champ Kekra 1. La façade maritime pakistanaise est stratégique car elle contrôle l'accès au golfe d'Oman et permet de désenclaver les pays d'Asie centrale. Née en 1947 à la suite de la partition avec l'Inde, la Pakistan Bahri'a a directement participé à trois guerres face à New Delhi. Tout d'abord en 1965, avec l'opération navale Dwarka (du nom d'une ville indienne), menée contre des installations radar. Même si les dégâts causés par le bombardement n'ont pas été ceux escomptés, le 8 septembre est, depuis cette date, célébré comme « Victory day » par la marine pakistanaise. Ayant modernisé ses moyens navals, la marine indienne répliquera quelques années plus tard, en 1971, avec les opérations Trident et Python. Le sous-marin de construction française PNS Hangor réussira toutefois à couler la frégate anti-sous-marine indienne INS Khukri. Enfin, en 1999, lors du conflit de Kargil, la marine indienne mobilisera une grande partie de la flotte et fera planer la menace d'un blocus maritime qui dissuadera le gouvernement pakistanais d'une guerre totale

UNE MARINE QUI MONTE EN PUISSANCE

Le Pakistan dépense énormément pour la modernisation de ses armées, le budget est en constante augmentation et a atteint les 3,6 % du PIB. Si l'armée de terre reste largement dominante dans les dépenses, les autorités ont lancé depuis quelques années un vaste programme de renouvellement de la flotte. Actuellement, celle-ci est composée de neuf frégates, dont cinq ont été mises sur cale dans les années 1970. La flotte sous-marine, très performante, est composée de deux Agosta 70 (ASA 1979 et 1980), trois Agosta 90B livrés entre 1999 et 2008 ainsi que trois sous-marins de poche. La Chine et la Turquie se présentent désormais comme les principaux partenaires stratégiques du Pakistan, notamment en ce qui concerne la flotte sous-marine. Ce sont en effet ces deux pays qui obtiennent l'essentiel du renouvellement de la flotte pakistanaise. La Chine a lancé la construction de quatre frégates Type 054AP d'un déplacement de 4 000 tonnes pour une livraison prévue en 2021, en remplacement des quatre frégates Type 21 britanniques. Pour renforcer son potentiel dissuasif, le Pakistan a aussi passé commande en août 2016 de huit sous-marins Type 039B livrables entre 2022 et 2028. La Turquie est l'autre partenaire majeur du Pakistan en matière de livraisons d'armements. Ainsi, en septembre 2019, la première tôle de la tête-de-série de quatre corvettes dérivées de la classe Ada destinées à la marine pakistanaise a été découpée à Istanbul. Cette commande, comprenant un transfert de technologie, a été suivie par un autre contrat prévoyant la rénovation à mi-vie des sous-marins Agosta 90B de construction française. Le Pakistan a annoncé le 19 mai 2012 la création du Commandement de la force navale stratégique, pouvant indiquer la mise en œuvre d'armements nucléaires par la marine. Le premier tir du Babur-3, d'une portée de 500 kilomètres, a été effectué en janvier 2017. Il devrait équiper les futurs sous-marins de la classe Yuan. Le Pakistan a par ailleurs lancé le développement d'un missile supersonique naval, afin de disposer de la même capacité que l'Inde et son missile BrahMos. Les patrouilleurs lance-missiles de type Azmat devraient en être équipés en priorité avec les avions de combat JF-17 afin que son utilisation ne dépende pas de la disponibilité des gros bâtiments

LA CHINE COMME PARTENAIRE STRATEGIQUE

La Chine est devenue, de loin, le principal fournisseur des forces armées pakistanaises. Si ces acquisitions de la Pakistan Bahri'a ne permettront pas d'inverser le rapport de forces avec la marine indienne, elles pourraient néanmoins permettre la création d'une bulle Anti-

Access/Area Denial (A2/AD) crédible. Grâce à ces transferts de technologie, le Pakistan est même devenu exportateur d'armements, avec la vente récente vers la Birmanie d'avions de combat JF-17. Mais l'aspect fondamental du partenariat sino-pakistanaï reste l'économie. Les relations entre les deux pays reposent en grande partie sur le corridor économique sino-pakistanaï (CPEC), long de 3 000 kilomètres et qui s'étend de Kashgar, à l'ouest de la Chine, jusqu'au port de Gwadar, au sud du Pakistan. La construction par la Chine de nouveaux axes routiers et ferroviaires va permettre, à terme, de faire du port de Gwadar un lieu stratégique pour le commerce chinois. Situé tout près du détroit d'Ormuz, par où transite une importante partie des importations d'hydrocarbures chinoises, Gwadar est aussi stratégique car il permet d'éviter le détroit de Malacca, considéré comme peu sûr par Pékin. Ainsi, fortes de la pression géographique qu'elles font peser sur l'Inde, encerclée par deux adversaires alliés, les relations sino-pakistanaïes ne devraient pas connaître de bouleversement majeur dans les années à venir.

□ □ THEME 2 - 2 : La Bolivie après Evo Morales Comprendre une situation géopolitique instable

Source, journal ou site Internet : Conflits

Date : 22 novembre 2019

Auteur : Daniel Dory

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Depuis le 10 novembre 2019, jour de la démission d'Evo Morales de la présidence, un intense débat agite divers milieux médiatiques et politiques internationaux. Pour en comprendre les enjeux, il convient de revenir sur quelques faits qui permettent d'évaluer la signification de la fin (peut-être provisoire) de l'un des régimes les plus corrompus et répressifs de l'histoire bolivienne. Pendant presque quatorze ans, la Bolivie a été le laboratoire d'une expérience remarquable de transformation de la société, de redistribution spatiale de la population, de manipulations juridiques et institutionnelles et, surtout, de réécriture de l'histoire. Ce « Processus de Changement » (Proceso de cambio), symbolisé plus que dirigé par Evo Morales, et soutenu par des forces sociales très concrètes et aux intérêts partiellement divergents, s'est heurté au cours du premier tiers du mois de novembre 2019 à la phase finale d'une vaste résistance populaire, conduisant à la démission d'Evo Morales le 10 novembre, et à son exil doré à Mexico.

Bolivie : trois séquences qui ont conduit à affaiblir le pays

À l'heure où ces lignes sont écrites, il est encore impossible de prévoir le cours futur des événements. Surtout, la question de savoir si le gouvernement de transition de la Présidente Jeanine Añez parviendra à pacifier un pays convulsionné par les opérateurs politico-militaires du MAS (Movimiento al Socialismo, parti de Morales), et à organiser des élections présidentielles et législatives transparentes dans les meilleurs délais reste posée. Pour comprendre les faits et les enjeux de la situation bolivienne actuelle, après un bref rappel de quelques données de base, il est nécessaire d'évoquer trois questions clés : d'abord celle de la nature du changement de régime en cours ; ensuite celle des forces d'opposition au « evismo », dont les divisions restent problématiques ; enfin, l'aspect proprement géopolitique du conflit en cours, au niveau tant interne qu'international. La crise actuelle est le produit du télescopage d'au moins trois séquences temporelles de durée inégale. Il y a d'abord le long processus inauguré notamment depuis la révolution de 1952 et la réforme agraire, et approfondie ultérieurement sous diverses formes (par exemple par la Loi de Participation Populaire de 1994 qui permit l'émergence de dirigeants paysans/indigènes au plan local et national). Ces transformations vont servir de toile de fond à une « indigénisation » raciale des discours et

des pratiques, qui se répandra de façon croissante à partir de 1992 (le « cinquième centenaire » de la conquête espagnole), étant amplement promue par des secteurs « engagés » de l'Église catholique, des ONG internationales et des anthropologues militants. Et ce jusqu'à devenir hégémonique au sein d'une gauche dont les fondements idéologiques (et financiers) s'effondrent avec la disparition du « camp socialiste », et dont les bases ouvrières (surtout des mines) sont démantelées et « relocalisées » en 1985. Ce phénomène donne lieu à une deuxième séquence, qui débute vers 2000 (« Guerre de l'eau à Cochabamba ») ; se poursuit en 2003 avec la « Guerre du gaz » et la démission du Président Gonzálo Sánchez de Lozada, et se conclut en 2005 avec l'élection d'Evo Morales, après le retrait du Président Carlos Mesa, dont la faiblesse et les ambiguïtés ont considérablement favorisé ce dénouement. Enfin, après presque quatorze ans de gouvernement du MAS, la dernière séquence, actuelle et beaucoup plus brève, commence le 20 octobre 2019, date des élections présidentielles et législatives, dont les « résultats » sont entachés par des fraudes monumentales, permettant une victoire de Morales au premier tour. Ce qui conduit une opposition divisée et, surtout, une bonne partie de la société civile à se mobiliser en faveur de la démocratie et contre le coup de force électoral en cours. C'est d'ailleurs la publication du rapport d'expertise électorale de l'OEA (Organisation des États américains, institution généralement très prudente...), le 10 novembre, qui constate la fraude massive organisée par le gouvernement, qui précipite la démission d'Evo Morales. Entretemps, durant une vingtaine de jours des centaines de milliers de citoyens ont participé dans les principales villes à des « grèves civiques » et à des blocages de la circulation, exigeant de nouvelles élections et le départ d'Evo Morales.

La difficile transition démocratique

Sur la base de ces antécédents, il est possible de commencer à répondre aux trois questions indiquées plus haut. Premièrement, celle du coup d'État. Ce thème abondamment agité depuis le 10 novembre par la gauchosphère locale et mondiale, suivant le code binaire habituel (lorsque la gauche gagne, c'est une révolution libératrice ; lorsqu'elle perd, il s'agit d'un coup d'État « fasciste », « raciste » etc.), mérite examen. En effet, si coup d'État a eu lieu, ce fut l'œuvre d'Evo Morales et de son gouvernement. Et il se réalisa en deux temps. D'abord en annulant par diverses arguties juridiques le résultat du référendum du 21 février 2016 (qu'il a perdu), portant sur son droit à postuler à un quatrième mandat en 2019, en violation flagrante de la Constitution qu'il avait lui-même promulguée[1]. Ensuite, en organisant avec un Tribunal électoral entièrement soumis au régime la fraude massive dont il a été question plus haut. À la suite de sa démission, la succession présidentielle revient au vice-président (également démissionnaire dans ce cas) ; à la présidente du Sénat (qui a aussi démissionné), et alors à la seconde vice-présidente du Sénat (Jeanine Añez), sachant que le premier vice-président avait également fait défection. Cette succession présidentielle a été ratifiée par le Tribunal constitutionnel bolivien. Et ce, même si la démission d'Evo Morales n'a pas pu être ratifiée par le Congrès en raison du boycott des parlementaires du MAS. En outre, l'Armée n'a joué aucun rôle dans la chute d'Evo Morales, se contentant d'observer une prudente neutralité, sauf au tout dernier moment où le Haut Commandement, face au risque d'un déchainement de violence par les organisations liées au MAS (au moins quatre morts chez les opposants ; aucun chez les partisans du régime...), préconise la démission du président. Cette attitude sera d'ailleurs très différente de celle de la Police, qui en se mutinant et ralliant la population le 9 novembre a précipité l'effondrement du régime. Deuxièmement, concernant les forces qui ont combattu et vaincu (pour l'instant) le régime du MAS, il faut savoir que le probable vainqueur des élections, Carlos Mesa (ancien président de centre gauche au parcours sinueux), a recueilli un grand nombre de voix (mais on ignore combien en réalité), non en raison de sa personne ou de son programme (flou), mais parce qu'il apparaissait comme le mieux placé pour battre Evo Morales ; l'effet du « vote utile » ayant joué ici un rôle majeur. Hormis cette composante politique (avec des partis au

demeurant divisés par des enjeux personnels et régionaux), l'opposition comprend au moins deux autres strates qui s'avèrent déterminantes. D'abord le mouvement civique, d'où deux jeunes dirigeants ont émergé au cours des derniers mois : Luis Fernando Camacho (Santa Cruz) et Marco Pumari (Potosí), concrétisant une nouvelle unité entre l'Orient et l'Occident du pays. Ensuite un ensemble de groupes et d'organisations, surtout de jeunes, qui ont soutenu une mobilisation populaire éprouvante durant trois semaines, comme la Resistencia Feminina à Santa Cruz et la Resistencia Cochala à Cochabamba. Reste maintenant à voir si la convergence de ces forces, qui a été essentielle pour accroître la pression et finalement abattre le régime de Morales, aura la capacité de s'unir à l'heure de l'élaboration d'un programme de reconstruction nationale et de gestion politique et économique d'un pays encore très divisé, et sans doute également menacé par une grave crise économique, due notamment au fort endettement externe (principalement avec la Chine), et aux conséquences d'une corruption généralisée suscitant une importante fuite de capitaux.

Que vont faire les producteurs de cocaïne ?

Enfin, le départ d'Evo Morales témoigne de la désarticulation, peut-être provisoire, de l'édifice politique qui a maintenu, tant bien que mal, son régime de moins en moins populaire et de plus en plus répressif en place. Là encore il est capital d'en connaître les principales composantes. En tout premier lieu, il y a les quelque 50.000 producteurs de coca et de cocaïne du Chapare (nord du département central de Cochabamba) qui constituent le cœur du MAS, et dont Evo Morales est le dirigeant syndical inamovible et incontesté. À ce noyau du Chapare, qui est à l'origine de la construction du projet et de l'instrument politico-militaire cocalero, fortement lié aux intérêts du narcotrafic, se sont agrégés divers mouvements, syndicats, partis, organisations, ONG, etc., grâce au recours à deux discours structurants. L'indigénisme/indianisme d'abord, comme vecteur identitaire des populations paysannes, surtout andines, tel qu'il fut répandu (et subventionné) par divers acteurs (notamment européens), pour qui la cause des peuples autochtones est sacrée partout (sauf en Europe...). Il en est résulté une racialisation sans précédent des identités (au nom de l'« antiracisme », comme il se doit), au sein d'une population très majoritairement métisse (dont fait partie Morales qui ne parle aucune langue amérindienne), et où la dynamique des identités est bien plus complexe que les observateurs superficiels le supposent. L'anti-impérialisme, ensuite, surtout dirigé contre les États-Unis, dont les actions de lutte contre la production et le trafic de drogues affectent gravement les activités hautement lucratives des cocaleros du Chapare. Ici la convergence avec le discours habituel de la gauche bolivienne fut assez aisée ; et il est toujours plus « esthétique » de se réclamer de la « souveraineté des peuples » que du trafic de cocaïne. Autour du noyau cocalero, diverses organisations et secteurs (paysans/indigènes, mineurs, commerçants, contrebandiers, entrepreneurs plus ou moins formels, etc.) vont s'agglutiner autour du MAS, mais souvent de manière instable et conditionnée l'accès à des prébendes et autres gratifications, ce qui rend (partiellement) compte de l'énorme corruption qui a prévalu tout au long du « Proceso de Cambio ». Enfin, l'Armée, dont les cadres supérieurs ont été très souvent sélectionnés en fonction de critères politiques (mais qui n'est finalement pas intervenue pour sauver le régime), a joué un rôle important dans la perpétuation du système de pouvoir en vigueur au cours des quatorze dernières années. Et ce, à la différence de la Police qui, tout en étant étroitement contrôlée, mais en même temps socialement et géographiquement plus près de la population, a finalement fait défection.

La fin de l'alliance bolivarienne

À ces éléments de géopolitique interne, il convient d'ajouter quelques rapides indications concernant la géopolitique régionale. Durant le gouvernement d'Evo Morales, la Bolivie s'est

trouvée alignée d'abord et sous l'emprise ensuite des protagonistes du « socialisme du XXe siècle », à commencer par le Venezuela et Cuba, qui y déployèrent des militaires et diverses sortes d'« experts » en programmes sociaux destinés au quadrillage de la population. En outre des accords de coopération plus ou moins importants existent avec l'Iran, la Russie et, surtout, la Chine qui a pris une place démesurée dans l'économie bolivienne. L'avenir montrera l'évolution de ces relations. Ce qui est en revanche certain, c'est que la chute du régime d'Evo Morales représente un coup très dur pour la gauchosphère mondiale, dont une importante source de financement via le Venezuela (plaque tournante de distribution d'une partie de la cocaïne bolivienne en provenance de l'aéroport de Chimoré dans le Chapare) est maintenant sérieusement compromise. Ce qui explique par ailleurs ses réactions extrêmement véhémentes aux événements en cours, et ses efforts pour promouvoir, tant qu'elle en aura les moyens, un niveau de violence suffisant pour empêcher la pacification du pays et la transition démocratique souhaitée par une grande majorité des Boliviens.

[La rédaction de cette analyse s'est conclue le 20 novembre 2019]

Références

D. Dory, « Bolivie : la recomposition traumatique du système politique », Cahiers des Amériques latines, n°44, 2003.

<https://journals.openedition.org/cal/7442>

J-C. Roux, La question agraire en Bolivie, L'Harmattan, Paris, 2006.

D. Dory, «Polarisation politique et fractures territoriales en Bolivie », Hérodote, N° 123, 2006 <https://www.cairn.info/revue-herodote-2006-4-page-82.htm#>

D. Dory, « Une approche géohistorique des dynamiques ethniques en Bolivie », in : J-P. Lavaud ; I. Daillant, (Dir.), La Catégorisation ethnique en Bolivie, L'Harmattan, Paris, 2007, pp. 21-68

D. Boulanger, « La Bolivie au bord du gouffre », Le Débat, N° 203, 2019, pp. 32-42.

<https://www.cairn.info/revue-le-debat-2019-1-page-32.html>

[1] La constitution interdit de se présenter à plus de deux mandats présidentiels consécutifs. Evo Morales l'a enfreinte en se présentant à un troisième mandat, puis à un quatrième, alors que le référendum l'autorisant à cela avait été rejeté par la population. La constitution actuelle a été adoptée par Evo Morales lui-même.

□ □ THEME 2 - 3 : L'OTAN est morte mais l'Europe est malade

Source, journal ou site Internet : IRIS

Date : 21 novembre 2019

Auteur : Fr2déric Mauro

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

La vérité est parfois insupportable à regarder. C'est pour cela que les peintres de la Renaissance la représentaient sous l'allégorie d'une femme nue, la pudeur commandant que l'on détourne le regard. Que l'on songe au célèbre tableau de Botticelli, la calomnie d'Apelle, dans lequel le roi Midas empêché de regarder la vérité, prête ses oreilles d'âne à l'ignorance, au soupçon, à la flatterie et la fraude. Et c'est bien parce qu'elle contient une grande part de vérité que la

déclaration d'Emmanuel Macron sur la « mort cérébrale » de l'OTAN est insupportable à beaucoup d'oreilles. Pourtant, cette déclaration soulève deux questions essentielles que l'on aurait tort de ne pas affronter.

L'OTAN est-elle morte définitivement ?

Sur la forme, d'éminents experts l'ont dit avant le président, Jacques Attali et Pascal Boniface pour ne citer qu'eux. Mais un chef d'État n'est pas un analyste, simple spectateur du monde qui l'entoure. Fallait-il que lui le dise ? On peut en débattre à l'infini. Sur le fond que faut-il en penser ? L'OTAN est une alliance militaire et, comme toutes les alliances militaires depuis la Ligue de Délos, elle puise sa raison d'être dans l'unité de ses membres — faire ensemble ce qu'on ne peut faire tout seul — et sa force dissuasive dans sa crédibilité : l'attaque contre un membre vaut attaque contre tous. Quelle est la crédibilité de l'OTAN ? C'est celle de la parole des États-Unis à défendre les membres européens. Y compris le Monténégro. Si le moment de vérité arrive, la crédibilité ultime de l'Alliance dépendra de ce qui se passera sous un seul crâne : celui du Président des États-Unis. Quelle est cette crédibilité depuis que Donald Trump est au pouvoir ? Objectivement, elle a beaucoup souffert. C'est lui, pas Macron, qui a dit que l'OTAN était obsolète. C'est lui, pas Macron, qui a mis en doute l'article 5. Et c'est encore lui qui a dit que l'Union européenne était un ennemi commercial des États-Unis. Peut-on rester alliés militaires en étant ennemis commerciaux ? Les dirigeants européens ont fait l'autruche et se sont dit que ce n'était qu'un mauvais moment à passer. Mais en octobre dernier, en Syrie, un État membre de l'OTAN, la Turquie, a menacé la sécurité des Européens, et les a même menacés tout court, à cause d'une situation causée par un autre État membre de l'OTAN : les États-Unis. Cela a ébranlé jusqu'à la base l'unité et la crédibilité de l'Alliance. D'autant que Donald Trump s'est réjoui du fait qu'il était à 11 000 km de la Syrie. Tallinn n'est pas tellement moins loin. Comme si cela ne suffisait pas, Donald Trump a déroulé le tapis rouge à M. Erdogan à Washington, déclarant qu'il était un « big fan » du président turc. Que faudrait-il de plus pour prononcer la mort clinique de cette alliance aujourd'hui ? Certes, les forces américaines en Europe sont toujours là. Leur nombre a même augmenté. Mais leur pouvoir dissuasif ressemble à celui du mur de Berlin avant sa chute. Fort et puissant extérieurement, il peut s'effondrer du jour au lendemain. Car si Donald Trump peut trahir les Kurdes après un coup de fil avec Erdogan, pourquoi ne trahirait-il pas les Litvaniens après un coup de fil avec Poutine ? Qui peut croire qu'il sacrifierait Mar-A-Lago pour sauver Vilnius ? On peut toujours dire que les mots d'Emmanuel Macron sont mal choisis. Qu'il eût mieux valu parler d'arrêt cardiaque, ce qui suppose que l'on peut réanimer le patient. Ou que l'Alliance va mal alors que l'OTAN va bien. Mais on joue sur les mots. Le fait est que l'Alliance est à l'agonie et ceux qui prétendent le contraire ne font que détourner le regard. Ce sont des somnambules. Est-ce définitif ? C'est ça la vraie question, car l'Alliance a déjà traversé maintes crises et s'en est toujours sortie.

L'Europe est-elle capable de se défendre seule ?

Encore faut-il savoir contre quoi. La seule menace imminente contre l'Europe est celle exercée de la Turquie dans les eaux territoriales chypriotes, donc européennes. Que va faire l'Union ? L'autruche encore ? Pourtant, elle a de quoi se défendre. Ce qui lui manque c'est la volonté. Pour tous les Européens du Nord et de l'Est la seule menace qui compte est celle d'une attaque conventionnelle russe dans la trouée de Suwalski. Et techniquement il faut reconnaître que les forces européennes auraient du mal à faire face sans les forces américaines. Mais attention à ne pas rejouer les batailles de la guerre froide, qui de surcroît n'ont pas eu lieu ! Et arrêtons de nous mentir. Si nous avons peur d'un pays dont le PIB est celui de l'Espagne et qui dépense pour sa défense cinq fois moins que les vingt-huit membres de l'Union ensemble, c'est bien que le problème n'est pas dans le volume des dépenses, mais dans leur structure. Tant qu'ils

n'intégreront pas leurs outils militaires et leurs processus de décision, les Européens seront impuissants face à des États unitaires déterminés et bien organisés. L'absence d'intégration et l'absence de volonté sont les deux maladies dont souffre la défense européenne. D'autant que si la Russie s'en prend à l'Europe ce sera sur d'autres champs de bataille que la plaine germano-polonaise : le cyber, l'espace politique et électoral, l'espace tout court, et par d'autres moyens, comme par exemple en dominant les perceptions ou en donnant de l'argent à des leaders politiques, comme en Italie. Réveillons-nous ! La guerre avec la Russie a déjà commencé et ce n'est pas celle qu'on croit. Son but est de briser l'unité des Européens, pas d'envahir la Lituanie. Malheureusement, les Russes ne sont pas les seuls. Il y a aussi les Chinois et surtout... Donald Trump. Ce Président est celui qui s'en prend le plus activement à l'unité de l'Europe. Il incarne l'image inversée de la pensée d'Eisenhower, de Kennedy et de Reagan qui voyaient dans l'Europe non pas un compétiteur, mais un partenaire. C'est extrêmement dérangeant car l'unité européenne s'est fait aussi grâce aux Américains et nous avons à leur égard une immense dette de reconnaissance. Aujourd'hui cette reconnaissance ne doit pas nous aveugler. Une bascule de vent s'est produite. Il est temps que les Européens prennent leur destin en main. Pas seulement en paroles, mais en actes. Et surtout qu'ils ne laissent personne s'emparer de leur trésor le plus précieux : leur unité. *United we stand, divided we fall.*

3/ ARMEMENTS - INDUSTRIES – ECONOMIE

□ □ THEME 3 - 1 : Le VBCI de Nexter est-il ensablé au Qatar ?

Source, journal ou site Internet : La Tribune

Date : 22 novembre 2019

Auteur : Michel Cabirol

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Préoccupations sérieuses de Paris sur le prospect du VBCI (Nexter) au Qatar. Florence Parly y va lundi pour tenter d'y voir plus clair et pour déminer le terrain. En cause, l'allemand Rheinmetall, qui ne s'est jamais avoué vaincu. Le dossier préoccupe en France. Et pas qu'un peu. Alors que le véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) fabriqué par Nexter et armé de missile MMP de MBDA semblait être sur une orbite balistique au Qatar avec un contrat potentiellement annoncé le 18 décembre jour de la fête nationale, des vents contraires venus de Doha ont récemment douché l'optimisme dans lequel baignaient les Français depuis le mois de septembre. Pourtant, dans d'autres dossiers franco-qataris, tout se passe bien, fait-on observer à La Tribune. A la fin de l'été, tout semblait largement balisé ou presque surtout après la visite de l'émir du Qatar en France, Cheikh Tamim Bin Hamad Al Thani, qui avait déjeuné le 19 septembre avec Emmanuel Macron. Et plus rien ne devait faire dérailler le premier contrat du VBCI (blindé huit roues de 28 tonnes) à l'export sur un segment de marché très concurrentiel. Mais cela ne semble plus être le cas alors que l'équipe de France a respecté les demandes qu'avaient fixés les Qataris. Selon certaines sources interrogées par La Tribune, le Qatar remettrait en cause la plateforme elle-même, le VBCI de Nexter, et regarderait le Boxer (Rheinmetall et Krauss-maffei Wegmann). Ni plus, ni moins. Un travail de sape aurait pu être effectué par des concurrents, notamment Rheinmetall, qui n'a jamais accepté le choix de Doha, estiment-elles. D'autres suggèrent une tactique de négociations de la part des Qataris, qui ont toujours été de très bons négociateurs. Ou bien est-ce enfin en raison de la mise en examen du président du PSG, Nasser Al-Khelaïfi, très proche de l'émir du Qatar ? En réalité, personne en France ne semble vraiment savoir ce qui se passe sur ce contrat sur lequel compte fermement la France. C'est pour cela que Florence Parly tentera d'y voir plus clair et élucider les demandes

des Qataris lors de sa tournée dans le Golfe, où elle fera un stop lundi à Doha. La ministre des Armées essaiera de lever les ambiguïtés, si ambiguïtés il y a, lors de ses rencontres avec l'émir du Qatar, et le Dr Khalid bin Mohammed Al Attiyah, vice-Premier ministre et ministre d'État aux Affaires de la Défense. Un échec serait durement ressenti par Paris. En décembre 2017, le ministère de la Défense qatari avait signé une lettre d'intention (LoI) avec Nexter en présence d'Emmanuel Macron. Une commande qui avait été estimée à l'époque par l'Elysée à 1,5 milliard d'euros. Rheinmetall connaît bien le Qatar, et plus particulièrement l'armée de terre qatarie. Le groupe allemand a déjà vendu à Doha en mars 2013 62 chars Leopard 2A7 et 24 pièces d'artillerie PzH200 notamment. Pour le Boxer au Qatar, Rheinmetall a obtenu le soutien de l'Etat allemand, qui lui interdit en revanche d'exporter vers l'Arabie Saoudite. Résultat, le dispositif (lobbying, expertise...) de Rheinmetall a depuis en grande partie basculé d'Arabie Saoudite vers le Qatar. Notamment les experts de Rheinmetall International Holding (RIH), filiale basée à Zurich, ont été envoyés à Doha. L'ancien patron de RIH, John Taylor travaille depuis janvier comme consultant chez Barzan après avoir passé trois ans à la tête de la filiale de Rheinmetall. Enfin, le lobbying de Rheinmetall pourrait également passer via BAE Systems avec qui le groupe allemand a récemment créé une société commune. Bref, Nexter sent le souffle chaud de Rheinmetall sur sa nuque..

□ □ THEME 3 - 2 : News Space : la startup californienne Loft Orbital s'installe à Toulouse

Source, journal ou site Internet : la Tribune

Date : 21 novembre 2019

Auteur : Florine Galéron

Adressé par Jean-Claude Tourneur

C'est un nouvel acteur du New Space qui prend ses quartiers dans la Ville rose. La startup Loft Orbital, née dans la Silicon Valley (États-Unis), vient d'annoncer la création d'une filiale à Toulouse. Cette jeune pousse est spécialisée dans l'organisation de missions spatiales.

"Notre objectif est de faire pour le spatial ce qu'a réalisé Amazon Web Services pour le cloud. Ce dernier permet de stocker des données sur le cloud plutôt que sur son propre serveur. Loft Orbital met à disposition une infrastructure satellitaire en orbite basse pour des clients qui souhaitent faire voler des capteurs, collecter de la donnée (observation de la Terre, télécoms, IoT) mais qui ne veulent pas s'occuper de toute la partie gestion de mission spatiale (commander un satellite, faire l'intégration, aller acheter un lancement et le mettre sur orbite)", explique Antoine de Chassy, cofondateur et directeur général de la société.

Loft Orbital achète un satellite standard et bas-coût auprès d'acteurs du New Space, notamment Blue Canyon Technologies et se charge ensuite des technologies logicielles qui permettent l'interface entre les charges utiles des clients et la plateforme satellitaire. Une fois le satellite lancé, les clients de Loft Orbital peuvent prendre le contrôle de leur charge utile et accéder à leurs données.

Une première mission avec les capteurs de Sigfox

"Pour la première mission qui sera lancée dans le premier semestre 2020, notre satellite transportera les capteurs de plusieurs clients : la constellation IoT d'Eutelsat développée avec Sigfox (baptisée Elo), un imageur pour le gouvernement émirati, un capteur de

méthane de la startup Orbital Sidekick et la charge utile de la startup SpaceChain qui travaille sur la blockchain dans l'espace", détaille le dirigeant.

L'autre originalité de Loft Orbital réside dans son modèle économique.

"La nouveauté est que les clients paient à la consommation en fonction des ressources utilisées : la puissance électrique, la protection thermique, la surface disponible pour regarder la Terre... S'il y a 80 watts disponibles et que le client n'en consomme que 40, il ne sera facturé que ce qu'il a utilisé. Un contrat typique va s'échelonner entre un et cinq millions de dollars alors qu'aujourd'hui le moindre satellite de base va coûter entre 5 et 10 millions, voire 20 à 30 millions. Là, le client paie à la ressource consommée", ajoute-t-il.

Pour parvenir à un tarif aussi compétitif, Loft Orbital travaille avec des satellites à bas coût "les plus standards possibles dans la veine des produits de Blue Canyon, Leostella, OneWeb qui coûtent entre deux et cinq millions de dollars". Plutôt que des nanosatellites, "trop petits pour ce type de mission", la startup mise sur des microsatsellites d'une centaine de kilos avec une durée de vie de cinq ans.

10 salariés en 2020 à Toulouse

Loft Orbital, qui a levé 13 millions de dollars en août, disposait jusqu'ici d'un effectif de 24 personnes (20 à San Francisco et 4 dans le Colorado). Elle a voulu implanter une filiale en dehors des Etats-Unis pour toucher des clients en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est.

"Il est très compliqué avec le décalage horaire et cela coûte très cher d'opérer notre développement à l'export depuis San Francisco. Nous voulons nous rapprocher des clients. Ensuite, il est très compliqué de trouver des talents en technologies logicielles dans la Silicon Valley. Il y a très peu de loyauté et les salaires sont très élevés. Nous avons étudié une implantation au Luxembourg, en Angleterre et aux Pays-Bas. Nous avons finalement opté pour la France qui dispose de tels talents. Et puis, le gouvernement a mis à disposition beaucoup d'aides pour les startups, opérées par la Région et Bpifrance", justifie Antoine de Chassy qui a pu bénéficier également de l'accompagnement de l'agence d'attractivité de Toulouse.

La filiale toulousaine, baptisée Loft Orbital Technologies, sera composée de quatre personnes dès fin 2019. Antoine de Chassy va lui-même venir s'installer dans la Ville rose et il recrute un responsable commercial export et deux ingénieurs pour piloter la R&D. La startup va embaucher encore beaucoup d'ingénieurs et table sur un effectif de 10 personnes en 2020. Elle sera hébergée chez At Home.

□ □ THEME 3 - 3 : Rachat des Chantiers Atlantique par Fincantieri : vers des risques de transferts de technologie ?

Source, journal ou site Internet : Le portail de l'IE

Date : 21 novembre 2019

Auteur : Lorenzo Neumann

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Le 25 septembre 2019 à Bruxelles, la Direction Générale de la Concurrence de la Commission européenne a annoncé avoir été notifiée du rachat des Chantiers de l'Atlantique à Saint Nazaire par le groupe naval italien Fincantieri. La fin du long processus d'acquisition semble plus proche que jamais.

La décision s'annonce comme extrêmement difficile : la Commission craint une excessive concentration dans le marché des paquebots. Si l'opération obtenait le feu vert, le nombre de constructeurs passerait de trois à deux, pas assez pour garantir les investissements dans l'innovation qui ont permis aux Européens de garder le monopole sur les bateaux de croisière. Un élément complique les négociations : l'ambition du PDG du groupe italien Giuseppe Bono et son « pacte avec le diable » pour construire des paquebots en Chine. Suivant une stratégie de croissance externe, celui-ci a en effet entériné deux accords majeurs avec des entreprises chinoises en 2016 : le premier avec Huarun Dadong Dockyard (HRDD) pour la maintenance, la réparation et la refonte de navires de croisière à Shanghai et le second avec China State Shipbuilding Corporation (CSSC) pour la construction de deux paquebots livrés à partir de 2022 – avec une option pour deux unités supplémentaires – chez Shanghai Waigaoqiao Shipbuilding (SWS). Cette alliance, la première du genre, va voir SWS réaliser des copies de la plateforme Carnival Vista, des paquebots d'une jauge brute de 133 500 et 3 950 passagers livrés entre 2002 et 2010 par le chantier italien de Monfalcone au groupe américain Carnival, principal client de Fincantieri. Le premier de ces navires sera livrable à compter de 2022. Le cérémonial autour de la signature du dernier de ces contrats montre l'importance que les autorités chinoises veulent donner à l'événement. À côté de Giuseppe Bono et de Wu Qiang, président de CSSC, on trouve, outre l'ambassadeur d'Italie en Chine, le vice-ministre chinois de l'Industrie, Xin Guobin.

Le pari de Fincantieri

Le croisiériste américain Carnival, numéro un mondial du secteur, est étroitement lié à l'opération. Les futurs paquebots réalisés en Chine seront en effet exploités par une société commune formée par Carnival, CSSC et le fond souverain chinois CIC Capital. Alors que les chantiers chinois subissent comme les autres la crise du transport maritime, la croisière maritime est l'un des seuls secteurs en plein développement. Pékin voudrait donc sa part du gâteau, en pariant sur le fait que le marché asiatique des vacances en mer sera celui qui connaîtra la plus forte croissance dans les années à venir. Carnival fait le même constat : le marché américain est désormais mature et le marché européen, malgré sa croissance, n'a pas les mêmes perspectives d'évolution qu'en Asie. L'idée est donc de créer une grande compagnie nationale capable de capter cet essor des croisières en Chine et d'en faire profiter les constructeurs locaux. Sauf que ces derniers n'ont pour l'instant pas le savoir-faire nécessaire à la réalisation de paquebots. Pour s'en accommoder, Carnival a besoin d'un partenaire industriel capable de construire ces navires et se lie avec son fournisseur Fincantieri. Le PDG du groupe italien Giuseppe Bono y voit une opportunité : apprivoiser l'avancée technologique chinoise et réaliser des bénéfices en même temps. Un ancien dirigeant du groupe italien, qui a préféré rester anonyme, explique ce raisonnement : « *Dans un contexte où les technologies on les achète, il vaut mieux que cela soit à moi de te les donner, car ainsi je peux contrôler ce que je te donne, plutôt que tu les achètes sur le marché et que tu me doubles.* » Sur ce marché, les bureaux d'études comme Deltamarin pourraient apporter une solution. Cette société finlandaise a en effet été reprise par des intérêts chinois en 2012 et réalise désormais la conception de navires de plus en plus sophistiqués fabriqués en Chine, y compris récemment des ferries dotés d'une propulsion au GNL (la construction de ferries constituant le dernier stade technologique avant la construction de navires de croisière). « *La seule chose qui manquait aux Chinois* », affirme le dirigeant, « *c'était le savoir-faire dans l'assemblage et l'installation des composants du navire, véritable défi dans la construction de ce type de navire. Si votre processus de mise en*

œuvre ne prend pas correctement en compte ces aspects, le bateau aura des difficultés à flotter correctement lorsque vous mettez le navire à l'eau », élucide-t-il. «Les Japonais ont essayé de faire cela et ils ont échoué, tout en n'étant pas stupides. » Fincantieri accepte ainsi de vendre aux Chinois les plans détaillés des unités de la classe Vista, sans toutefois y attacher le transfert de technologie correspondant en terme d'ingénierie, qui pourrait pousser les Chinois à s'émanciper du support italien. En outre, les transalpins, qui ont négocié point par point ce contrat pendant deux ans, conservent la main sur les équipements, composants et systèmes critiques, en particulier dans les domaines de la propulsion (où Fincantieri a des actifs, comme le motoriste Isotta Fraschini), des réseaux électriques ou encore de la sécurité. Dans l'intention du groupe de Trieste, la collaboration n'est toutefois qu'à ses débuts, car en août 2018, un protocole était signé avec China State Shipbuilding Corporation (CSSC) stipulant l'extension de la coopération industrielle entre les deux groupes à tous les segments de la construction de navires de la marine marchande. La signature de l'accord avec CSSC semble donc relever d'une stratégie visant à capitaliser le plus possible sur le retard technologique chinois. Cette décision pourrait s'avérer risquée à une échéance d'une dizaine d'années, avec des conséquences majeures pour l'avenir de la construction navale européenne. Une fois que CSSC aura assimilé le savoir-faire italien, malgré les garde-fous officiellement annoncés, il aura entre les mains une formidable machine pour concurrencer son propre partenaire, mais également les autres constructeurs de paquebots européens Chantiers de l'Atlantique et l'allemand Meyer Werft. Le français, dont le carnet de commandes est presque rempli jusqu'en 2026, joue déjà la carte de l'innovation permanente et peut s'appuyer sur un réseau de sous-traitants de très grande qualité. En outre, l'Europe peut espérer une poursuite de l'augmentation des salaires en Chine, ce qui se reflèterait sur les coûts des navires produits en Chine.

Les constructeurs navals européens craignent à terme d'être exclus du marché des paquebots
Pour l'industrie européenne, le risque lié au transfert de technologie représente une menace pour sa compétitivité, dans la mesure où l'avantage compétitif de l'Europe repose sur sa capacité à innover, sa créativité, ses marques et son savoir-faire. En outre, les entreprises européennes n'ont pas l'habitude d'opérer dans des environnements où les droits de propriété intellectuelle ne sont pas protégés. Transfert de technologie et innovation sont les maîtres mots des politiques économiques suivies par la Chine. Pour atteindre ces objectifs, les entreprises chinoises ont besoin de toute urgence de développer leur savoir-faire et d'obtenir l'accès à de nouveaux marchés à forte valeur ajoutée. Par conséquent, les anciens partenaires chinois de sociétés européennes sont déjà, ou seront bientôt, des concurrents en Chine ou dans d'autres pays. C'est ce point qui inquiète en haut lieu les opposants à l'accord avec CSSC. Les Chinois pourraient également renverser le rapport de force pour vendre des paquebots à bas coût également sur le marché américain, une fois qu'ils maîtriseront leur construction. Cela consisterait donc à une entrée sur le marché de concurrents qui n'ont pas de problèmes de rentabilité dans un secteur avec des marges réduites. *« Ceci nous éliminerait également des navires de croisière et serait la fin de la construction navale en Europe, car il ne reste plus rien à faire pour nous. Une fois retirés des navires de croisière, nous ne sommes plus compétitifs, car la technologie offshore exige des prix bas. C'est pour cette raison que les différents types de plates-formes et de navires de support sont désormais faits en Chine et en Corée. Il s'agit de quelque chose qu'on fait aussi en Europe, mais ce ne sont que des prototypes. Il n'y a pas d'échappatoire »,* tranche l'ancien dirigeant de Fincantieri. Il est d'ailleurs vrai que les cas de transferts de technologies aboutissant en quelques années à l'émergence d'une concurrence asiatique sont légion dans l'industrie. L'accord avec les chinois rappellerait par exemple celui concernant la production de méthaniers des Chantiers de l'Atlantique en Corée dans les années 1990, puis en Chine dans les années 2000. À cette occasion, les deux pays asiatiques avaient commencé par construire de mauvaises copies, entraînant rapidement une amélioration

qualitative progressive, pour finir par des navires aussi bons et plus compétitifs que ceux que produisaient les chantiers européens, ces derniers finalement contraints d'abandonner ce marché. On peut alors se demander si le PDG de l'incantieri réussira son pari, d'autant plus que la République populaire de Chine dispose de plusieurs avantages vis-à-vis des constructeurs navals européens. Tandis que les Européens doivent livrer leurs paquebots à la date convenue, « *car le retard est puni avec des pénalités de 500 000 à 600 000 dollars par jour* », les Chinois sont effectivement à la fois les constructeurs et les clients des navires. De plus, l'État chinois soutient économiquement à la fois le chantier et les sous-traitants qui seront installés dans la zone industrielle autour de lui, de façon à ce que les deux puissent survivre même sans la réalisation de bénéfices. Un modèle d'affaires avec lequel les Européens ne pourront pas rivaliser, selon la même source. Cette ambition chinoise dans l'industrie navale n'est pas un cas isolé : elle s'insère dans le Plan Made in China 2025, qui vise à construire sur le sol chinois, outre des navires, des avions, des voitures et des trains. En ce qui concerne ces derniers, le panorama chinois est dominé par les deux mastodontes publics CSSC (China State Shipbuilding Corporation) et CSIC (China Shipbuilding Industry Corporation), nés à l'été 1999, lorsque Pékin donne naissance aux dix groupes de défense actuels, bâtis sur les cendres des anciens ministères de l'Industrie des machines. Avec un chiffre d'affaires combiné de 65 milliards d'euros en 2017, dont 18,5 milliards dans la construction navale civile et militaire, les deux conglomérats incluent de multiples métiers (trading, réparation, constructions métalliques...), les chantiers de CSIC (au Nord-Est de la Chine) étant davantage tournés vers le naval de défense, alors que ceux de CSSC (au Sud du pays) sont plus orientés vers les activités civiles. En une quinzaine d'années, ces deux sociétés ont connu une progression phénoménale, disputant la tête du classement mondial aux sud-coréens Daewoo, Samsung et Hyundai. CSSC est désormais le deuxième plus grand chantier de construction navale civile au monde, derrière Hyundai. Les rumeurs de rapprochement entre CSIC et CSSC ont d'ailleurs resurgi en début de cette année, la Chine cherchant à asseoir son leadership mondial sur un secteur jugé prioritaire dans son plan Made in China 2025. Le géant issu d'une telle fusion atteindrait deux fois le chiffre d'affaires combiné des trois sociétés sud-coréennes. L'Europe peut-elle résister à une telle force de frappe économique sur le long terme ?

□ □ THEME 3 - 4 : 5G : des désaccord entre Bercy et l'Arcep pourraient repousser l'appel d'offres à mars 2020

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 19 novembre 2019

Auteur : Pierre Benhamou

Adressé par Elie Billaudaz

L'horloge tourne et l'appel d'offres pour l'octroi de fréquences dévolues à la 5G ne se profile toujours pas à l'horizon, tant du côté de l'Arcep que de Bercy. Si bien que le doute s'installe désormais : et si la France retardait ses enchères sur la 5G ? Comme le fait savoir ce mardi l'agence Reuters, l'hypothèse pourrait bien se vérifier, alors que différentes sources suggèrent que la France est susceptible de retarder son enchère sur le spectre 5G au moins jusqu'en mars 2020, soit trois mois plus tard que l'échéance initialement prévue par le gendarme des télécommunications. A la source de ce retard, les sources citées par l'agence de presse évoquent notamment un désaccord entre l'exécutif et l'Arcep sur la taille exacte du spectre à mettre aux enchères et le prix plancher des enchères. Pour rappel, alors que l'Arcep devait initialement mettre en jeu une bande de 400 MHz située sur la bande 3,5 GHz, ce ne sont finalement que 310 MHz de fréquences que le gendarme des télécoms se prépare à octroyer aux opérateurs pour les besoins du déploiement de leurs réseaux 5G respectifs. La faute à un embouteillage conséquent sur cette bande, qui devrait conduire l'Autorité à ne proposer, lors de cet appel

d'offres tant attendu par les acteurs du secteur, des "lots" moins importants que prévus, selon des propos tenus par son président Sébastien Soriano lors de la présentation du bilan annuel du secteur des télécommunications à la fin du mois de mai dernier. "Toutes les positions n'ont pas encore convergé entre l'Arcep et le gouvernement", déclare ainsi l'une des deux sources citée par Reuters. "Ça ne devrait pas prendre beaucoup plus de temps maintenant, mais c'est quand on entre dans les derniers détails de la procédure que les difficultés apparaissent", estime cette dernière, qui fait donc état de frottements sur la ligne entre l'Arcep et Bercy. A noter que le gendarme des télécommunications comme le ministère des Finances se sont refusés à tout commentaire sur le sujet.

La France à la traîne

Reste que le retard pris par la France dans le déploiement de ses réseaux 5G commence petit à petit à devenir conséquent. Rappelons en effet que des services 5G sont aujourd'hui disponibles dans plusieurs pays européens, dont l'Italie, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne ou encore l'Irlande. Forte de ce retard, la France fait désormais figure de dernière grande économie européenne à ne pas être encore dotée de tels services sur la dernière technologie sans-fil, dont l'objectif est pourtant de favoriser la croissance des entreprises. Si l'Arcep a publié à l'automne les modalités de l'appel d'offres, celles-ci avaient été contestées dans la foulée par les opérateurs Free Mobile et Bouygues Telecom. Alors que le plan d'attaque de l'Arcep prévoit un seuil fixe minimal de 40 Mhz de fréquences par opérateur, selon un prix fixe dont le détail n'a pas été communiqué, les deux opérateurs estiment que ce seuil minimal ne sera pas suffisant pour permettre la mise en place d'offres dignes de ce nom. Et de réclamer la mise en place d'un seuil fixe minimal de 60 MHz, une demande qui avait, selon certaines indiscretions, été entendue au cours des dernières semaines, que ce soit par le gendarme des télécommunications ou par Bercy. Pour rappel, la procédure arbitrée à compter de cet hiver par l'Arcep se déroulera selon un mode d'attribution mixte en deux temps. Si un nombre de candidats inférieur ou égal à quatre opérateurs acceptent de prendre une série d'engagements lors du dépôt de leur dossier, ceux-ci pourront obtenir chacun un bloc de fréquences, au moins égal à 40 MHz de fréquences chacun, à un prix fixe dont la valeur n'a pas été communiquée. Si le nombre est supérieur ou égal à cinq, les quatre blocs seront disputés entre les candidats dans le cadre d'une enchère spécifique.

Le plan présenté par l'Arcep ne fait pas l'unanimité

Dans un deuxième temps, les opérateurs pourront participer à une enchère pour s'offrir les 150 Mhz restant, en sachant que chaque opérateur ne pourra se voir octroyer qu'un maximum de 100 MHz de fréquences chacun. "Les candidats qualifiés, qu'ils aient obtenu ou pas un bloc à la phase précédente, ont ainsi la possibilité d'acquérir des fréquences additionnelles, par blocs de 10 MHz", avait ainsi fait savoir au printemps Sébastien Soriano, le président de l'Arcep, précisant que le prix initial de chaque bloc sera fixé par le gouvernement. Les revendications financières de l'Etat, qui pourrait voir dans ces futures enchères une manne potentielle pour les finances publiques, ont également suscité nombre de remous du côté des opérateurs, qui ne souhaitent pas passer aux yeux des autorités pour des vaches à lait. Là encore, certaines indiscretions faisaient état de dissensions sur le sujet, que ce soit du côté de Bercy ou de l'Arcep. Alors que certaines informations indiquaient au cours de l'automne que l'Etat souhaiterait tirer de cet appel d'offres une somme totale comprise en 1,5 et 2 milliards d'euros, la perspective de sommes supérieures pourrait se montrer attirante pour Bercy, alors que les finances publiques ne sont pas au mieux. D'autant que les différentes enchères 5G organisées par nos voisins ont permis de dégager des sommes importantes, comme en Allemagne ou en Italie, où les opérateurs ont du délier les cordons de leurs bourses pour s'offrir les précieuses fréquences

mises aux enchères. Interrogée au mois de septembre, la présidente d'Orange France, Fabienne Dulac, avait indiqué soutenir le plan présenté par l'Arcep, qui doit permettre d'éviter une explosion des prix tout en permettant aux opérateurs de s'offrir des marges de manoeuvre pour permettre un déploiement rapide de la nouvelle technologie sans-fil. "Ce modèle a la vertu d'éviter la surenchère qu'on a pu observer en Italie ou en Allemagne et de nous prémunir contre une explosion des prix", avait alors indiqué cette dernière, se faisant ainsi la porte-parole des opérateurs. Ces derniers craignent qu'une saignée dans leurs finances ne leur permettent pas de déployer leurs offres rapidement et d'investir massivement dans les réseaux. Une position qui ne semble donc pas faire l'unanimité, que ce soit du côté de Bercy ou de l'Arcep.

4/ Les forces armées- Air - Marine - Terre – Gendarmerie

□ □THEME 4 - 1 : Dunkerque : déploiement hélicoptéré pour une opération des plongeurs démineurs sur une drague

Source, journal ou site Internet : Mer et marine

Date 20 novembre 2019

Auteur : Communiqué de presse DE LA PRÉFECTURE MARITIME

Manche - Mer du Nord

Adressé par François Jouannet

Lundi 4 novembre 2019, le groupe des plongeurs démineurs (GPD Manche) de la Marine nationale a été déployé en urgence pour une opération de sécurisation suite à la découverte d'un engin explosif historique à bord de la drague Hein dans le chenal d'accès du port de Dunkerque (59). A 08h27, le centre des opérations maritimes (COM) de la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord est alerté par le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris-Nez de la présence d'un engin explosif à bord de la drague Hein. A 10h00, le COM engage l'hélicoptère Caïman de la Marine nationale stationné à Maupertus avec à son bord 4 experts du GPD pour les transporter en urgence sur zone. A 11h52, l'hélicoptère arrive sur zone et l'équipe du GPD est hélitreuillée à bord de la drague Hein. A 12h41, l'obus français de 220mm datant de la Première guerre mondiale est finalement remis à l'eau par le groupe de plongeurs démineurs pour une destruction ultérieure quand les conditions seront réunies pour une intervention en sécurité. Un avis urgent à la navigation (AVURNAV) a été émis pour prévenir de tout danger.

□ □THEME 4 - 2 : La Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris est « en péril » prévient la Cour des Comptes

Source, journal ou site Internet : OPEX 360

Date : 22 novembre 2019

Auteur : Laurent Lagneau

Adressé par André Dulou

Lors d'une audition parlementaire, fin 2018, le commandant de la Brigade de sapeurs-pompiers [BSPP] de Paris, le général Jean-Claude Gallet, avait prévenu : cette unité de l'armée de Terre [elle relève de l'arme du Génie, nldr] était alors sur le point de franchir le seuil des 520.000 interventions, soit 70.000 de plus par rapport à ses capacités. En effet, avec ses 8.500 militaires et ses 76 casernes implantées en région Île-de-France, la BSPP est « taillée » pour assurer, au plus, 450.000 interventions par an et veiller sur une population de 7,5 millions d'habitants et...

35 millions de touristes. Pour sa mission, elle est dotée d'une enveloppe budgétaire de 580 millions d'euros [pensions comprises]. Par ailleurs, un autre chiffre avait été livré, à la même époque, par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales [ONDRP]. Ainsi, il avait constaté une hausse quasi exponentielle [+144%] des agressions commises contre les militaires de la BSPP et leurs camarades du Bataillon de marins-pompiers de Marseille [BMPPM, qui relève de la Marine nationale, ndlr] entre 2015 et 2017. Un an plus tard, la situation n'a guère évolué dans le bon sens... Bien au contraire. Et cela inquiète la Cour des comptes qui, dans un référé publié le 21 novembre a prévenu le gouvernement de « menaces susceptibles de mettre en péril le modèle de fonctionnement de la BSPP », lesquelles ont, jusqu'à présent, été « insuffisamment prises en compte par les autorités de tutelle. » Et d'évoquer le risque d'une « crise majeure qui ne pourrait qu'alarmer l'opinion publique, très attachée à la brigade et aux services qu'elle rend. » À l'appui, la Cour des comptes a livré quelques indicateurs qui parlent d'eux-mêmes. Ainsi, en 2017, la BSPP a réalisé 11% des interventions dans la France entière alors que ses effectifs ne représentent que 3,2% des sapeurs-pompiers. L'activité de la BSPP « culmine à plus de 10 heures de sortie par engin et par jour pour 40 % des véhicules de SAV » [secours à victimes, ndlr] » et près des « deux-tiers des effectifs de pompiers sont quotidiennement engagés entre 11 heures et 20 heures, rendant aléatoires les réponses qui peuvent être données en cas de survenance d'un événement majeur ou de mise en œuvre simultanée de plusieurs plans de crise », indiquent les magistrats de la rue Cambon. Pour ces derniers, cette surchauffe est due aux interventions de secours à victimes [SAV], qui représentent 80,8% de l'activité de la BSPP. Et la Cour des comptes relève que, parmi ces interventions, 20.000 étaient liées à « l'alcoolisme festif » en 2018... Dans le même temps, et alors que c'est son cœur de métier, la BSPP a réalisé 14.480 interventions, soit seulement 2,9% de son activité. « L'accroissement structurel du secours à victimes et des besoins en transport vers les hôpitaux relève de facteurs démographiques et sociaux auxquels s'ajoutent le développement des soins ambulatoires et la dégradation de la présence médicale de proximité, notamment en Seine-Saint-Denis. Il en découle une évolution de fait du métier de sapeur-pompier vers un rôle de quasi-intervenant social, ce qui crée des problèmes d'attractivité et de fidélisation pour les jeunes recrues, qui se sont engagées pour exercer des fonctions plus classiques dans un métier qu'ils imaginaient tout autre », explique la Cour des comptes, pour la hausse des agressions commises contre les militaires de la BSPP est évidemment un facteur aggravant. Ainsi, les chiffres relatifs au recrutement et à la fidélisation s'en ressentent. Si la BSPP « n'est pas encore confrontée à une pénurie de candidatures », il n'en reste pas moins que le ratio des recrutés par rapport aux candidats est en chute libre, passant de 1 pour 7,5 à 1 pour 1,9 en deux ans. « Le risque de pénurie est d'autant plus réel que la brigade recrute à peine un quart des nouveaux personnels en Île-de-France. La grande majorité des militaires du rang sont originaires des petites villes et des zones rurales des régions de l'ouest, du nord et de l'est du pays où ils résident et où ils exercent souvent des missions de sapeurs-pompiers volontaires, tout en multipliant les allers-retours avec la région capitale », prévient la Cour des comptes. Quant à la fidélisation, elle est mise à mal par les départs massifs des jeunes recrues, lesquelles ont « quitté la brigade, pour près d'un tiers, un an à peine après leur arrivée. » Et la Cour de s'inquiéter également « de sorties massives des effectifs des pompiers chevronnés ayant accompli un temps plus long au sein de l'unité », ce qui « fragilise la BSPP, même si la formation initiale est une de ses forces. » « La dureté du métier, l'amplitude des horaires et le statut contractuel poussent de nombreux jeunes à rechercher des perspectives plus stables : en 2018, 1.500 sapeurs-pompiers de Paris se sont présentés aux concours des SDIS », relèvent les magistrats. « Ces difficultés cumulatives et préoccupantes, sont aujourd'hui une menace sur la pérennité du modèle opérationnel de la BSPP. La mise en œuvre d'une véritable gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences, centrée sur un meilleur arrimage local des recrutements est devenue nécessaire, notamment afin de recourir plus fortement au

vivier de la jeunesse francilienne », estime la Cour des comptes, qui a donc formulé 7 recommandations pour redresser la situation, à moins de cinq ans des Jeux Olympiques de Paris... Parmi les recommandations avancées, il est proposé de « mettre en place une contribution aux frais d'intervention, dans les cas où les interventions ne se rattachent pas directement aux missions de service public de la BSPP fixées par le code de la défense. » Ce qui serait de nature à faire baisser le nombre des interventions jugées superflues. Dans le même ordre d'idée, la Cour préconise de « mettre en place les conditions d'une coopération et d'une mutualisation entre la BSPP et les SAMU de Paris et de la petite couronne » pour le transport vers les hôpitaux. Enfin, il est aussi question de « revoir l'organisation du travail afin de se rapprocher des dispositions prévues par la directive européenne du temps de travail [DETT]. »

□ □ THEME 4 - 3 : Réservistes au CTSA : plus qu'un besoin, une nécessité

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date : 22 novembre 2019

Auteur : CTSA/ BCISSA

Adressé par André Dulou

La réserve militaire est un engagement que tout citoyen peut envisager. Les réservistes opérationnels sont indispensables pour le Centre de Transfusion Sanguine des Armées (CTSA), ils renforcent les équipes d'active et apportent des compétences supplémentaires. Le CTSA compte parmi ses 14 réservistes opérationnels, des médecins, des infirmiers, administrateurs... Militaires à part entière, ils donnent de leur temps et contribuent au bon fonctionnement de cet établissement. Le Commissaire principal (CRP) Bertrand est l'un d'entre eux, il travaille pour le CTSA depuis 2013. Le CRP Bertrand rejoint le service national comme officier de réserve dans l'infanterie, son parcours se poursuit ensuite dans la réserve citoyenne du Gouverneur militaire de Paris, où il découvre l'existence du CTSA. Donneur de sang régulier, il l'intègre du fait de son envie de « faire plus ». Sa première mission a été la mise en place de la première collecte de sang citoyenne, le 14 juillet 2014 sur l'esplanade des Invalides. Depuis cette date, le CTSA organise tous les ans une collecte de sang le jour de la fête nationale, où les citoyens peuvent donner leur sang aux soldats. Cet événement est exceptionnel, car il est soutenu par des réservistes de tous horizons (honoraires, opérationnels, citoyens de toutes armées et corps possibles). Le CRP Bertrand est présent pour le CTSA en moyenne 90 jours par an. Ses actions reposent sur deux principales missions : une administrative, puisqu'il est en charge de la comptabilité du matériel du CTSA. Cela consiste à gérer l'ensemble des biens du CTSA, à tenir et contrôler les inventaires et à assurer l'élimination des produits obsolètes, cassés, dans le respect des règles du ministère des Armées. Sa seconde mission repose sur le développement et l'animation des partenariats, en collaboration avec les porteurs de projet et la cellule communication du CTSA, il pilote la construction de partenariats de la prise de contact initiale à la mise en place de la convention. Il met également en œuvre des actions de communication permettant de valoriser les partenariats et participe à la mise en place d'événements extérieurs permettant de cultiver et développer le réseau de partenaires du CTSA. L'expertise acquise au cours de leurs carrières, fait des réservistes du CTSA des éléments incontournables à son bon fonctionnement. Ils apportent un renfort et un savoir-faire dans des domaines où le CTSA connaît des besoins ponctuels.

□ □ THEME 4 - 4 : la base aérienne de Saint-Dizier s'implique dans la lutte contre le cancer

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date : 21 novembre 2019

Auteur : armée de l'air

Adressé par André Dulou

Mercredi 13 novembre 2019, les Aviateurs de la base aérienne 113 (BA 113) de Saint-Dizier ont remis à l'association « Ligue contre le cancer » un chèque de 4500€ récoltés grâce aux ventes d'un patch de soutien conçu par des militaires de la base.

Ce patch a été élaboré par les Aviateurs en soutien à l'une de leurs collègues affectée par un cancer du sein. Figurant un avion Rafale aux couleurs rose, celle-ci étant emblématique du combat contre le cancer du sein, le patch a été vendu au cours de nombreuses manifestations organisées par la BA 113. La collaboration de l'association « Ligue contre le cancer » pour la préparation de ces événements a permis d'une part à tous les Aviateurs impliqués de mener une action efficace et d'autre part aux civils de découvrir les installations militaires de la base aérienne 113 Le Lieutenant-colonel Philippe Perret, commandant en second la base aérienne, a remis le chèque à la présidente de l'association. Cette manifestation de solidarité témoigne de l'efficacité des collaborations Armée-Nation dans une lutte contre une maladie qui concerne l'ensemble des citoyens.

5/ ZONES DE CONFLITS

□ □ THEME 5 - 1 : Face à l'Iran, les Etats-Unis montrent les muscles pour rassurer leurs alliés

Source, journal ou site Internet : L'Orient le Jour

Date : 22 novembre 2019

Auteur : Mohammad Ali Harissi

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Plus d'un mois après avoir qualifié l'intervention américaine au Moyen-Orient de « pire décision » de l'histoire de son pays, Donald Trump a envoyé un porte-avions dans le détroit d'Ormuz en vue de rassurer ses alliés dans une région marquée par les tensions avec l'Iran. Le passage cette semaine de l'USS Abraham Lincoln par ce détroit stratégique entre l'Iran et les Émirats arabes unis vise à « démontrer la détermination » des États-Unis à faire respecter la liberté de navigation, a affirmé l'US Navy. Pourtant, dans un tweet le 9 octobre, le locataire de la Maison-Blanche avait critiqué avec véhémence la présence militaire des États-Unis au Moyen-Orient. Après s'être récemment désengagés de Syrie, où ils luttaient avec leurs alliés kurdes contre le groupe jihadiste État islamique, les États-Unis ont récemment renforcé leur présence plus au sud, dans une région du Golfe riche en pétrole et comptant d'importants acheteurs d'armes. Washington a organisé des formations, annoncé le déploiement de troupes supplémentaires et lancé une coalition maritime basée à Bahreïn pour protéger la navigation dans les eaux du Golfe, secouées ces derniers mois par une série d'attaques attribuées à l'Iran, qui dément.

Tentative désespérée

Pour Andreas Krieg, professeur au King's College London, cette « démonstration de force » intervient à un moment où « le fossé se creuse entre les garanties verbales de sécurité des États-Unis dans la région et leur inaction sur le terrain ».

« C'est une tentative désespérée de rassurer les alliés dans le Golfe », déclare-t-il.

Depuis plus de sept décennies, les États-Unis ont joué un rôle essentiel dans une région minée par les conflits, notamment celui de policier et de protecteur des monarchies du Golfe face principalement à l'Iran, ennemi de Washington, et de Riyad, chef de file des pays du Golfe. Avec son tweet, M. Trump a suscité des doutes sur les intentions des États-Unis dans la région, semblant vouloir redéfinir la stratégie née des rencontres en 1945 entre le roi saoudien Abdel Aziz ben Saoud et le président américain Franklin D. Roosevelt. Mais ces derniers mois, les tensions dans le Golfe se sont intensifiées. Un drone américain a notamment été abattu en juin par l'Iran, et en septembre des installations majeures du géant pétrolier saoudien Aramco ont été attaquées. Téhéran en a été accusé, mais les États-Unis se sont abstenus de toutes représailles. Faire passer un porte-avions par le détroit d'Ormuz « est certainement censé envoyer un message de défi et de force après des mois d'humiliation infligés par l'Iran », estime M. Kreig. Le dernier passage de ce détroit – par lequel transite près d'un tiers du pétrole brut mondial acheminé par voie maritime – par un porte-avions américain remonte à avril 2019, selon le Pentagone. Le détroit d'Ormuz est particulièrement vulnérable en raison de sa faible largeur, 50 kilomètres environ, et de sa profondeur, qui n'excède pas 60 mètres. La République islamique menace régulièrement de le bloquer en cas de confrontation avec les États-Unis.

Rester une menace crédible

« Il est presque certain que les États-Unis ne quitteront pas le Golfe. Même dans le cadre de la politique de Trump (...), ils doivent rester une menace crédible face à l'Iran », explique Aleksander Mitreski, analyste spécialisé dans les questions de sécurité. Les États-Unis ont encore quelque 60 000 soldats dans la région, y compris à Bahreïn, siège de la 5e flotte. Les bases américaines dans la région, y compris celle d'al-Oudeid au Qatar, la plus grande du Moyen-Orient, sont essentielles pour les opérations contre des cibles parfois lointaines comme en Asie et en Afrique. Le Pentagone a par ailleurs annoncé le 11 octobre l'envoi de milliers de soldats supplémentaires en Arabie saoudite pour protéger le royaume de l'Iran, le premier déploiement du genre depuis 2003. Pour décrire la relation complexe entre les États-Unis et le Moyen-Orient, l'ex-directeur de la CIA, le général à la retraite David Petraeus, a eu recours à une comparaison audacieuse qui a provoqué des rires lors d'une conférence à Abou Dhabi le mois dernier. « C'est un peu comme si Michael Corleone essayait de quitter la mafia », a-t-il ironisé, en l'allusion au héros du film Le Parrain de Francis Ford Coppola. « C'est pratiquement impossible » pour les États-Unis de se retirer de la région, selon lui. « Vous pouvez essayer, mais vous allez être rappelés à la réalité (...) En fait, aucun pays ne peut nous remplacer », a-t-il dit.

□ □ THEME 5 - 2 : Qui sont les supplétifs syriens de la Turquie ?

Source, journal ou site Internet : Les yeux du Monde

Date 22 novembre 2019

Auteur : Edgar Vauquelin

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Entre août 2016 et octobre 2019, la Turquie a mené trois opérations militaires d'envergure en Syrie. L'objectif principal était de repousser le plus loin possible de sa frontière les Forces démocratiques syriennes. Cette coalition arabo-kurde alliée des Occidentaux a aidé à vaincre Daech en Syrie. Elle est menée par les Unités de protection du peuple (YPG), ennemi désigné d'Ankara sur le théâtre syrien. En effet, la Turquie leur reproche leur affiliation au PKK, organisation politique kurde qu'Ankara considère terroriste. Au cours de ses incursions en

Syrie, l'armée turque a ainsi pu compter sur le soutien de groupes rebelles syriens. Ces derniers ont assuré pour elle le rôle de supplétifs. Ces groupes pro-turc étaient rassemblés au sein de deux coalitions, le Front national de libération et l'Armée nationale syrienne. Elles ont annoncé leur fusion en octobre dernier. Bien qu'il soit impossible de traiter de ces groupes de façon exhaustive étant donné leur diversité, nous pouvons en distinguer deux types : ceux issus de l'ASL et ceux proches du djihadisme.

Partie I : Les groupes issus de l'Armée syrienne libre

Formée en juillet 2011, l'Armée syrienne libre (ASL) constituait la principale force d'opposition au régime d'Assad au début du conflit. Des groupes plus radicaux l'ont ensuite supplantée. Les groupes qui en sont issus, combattant aujourd'hui aux côtés de l'armée turque, représentent un éventail idéologique extrêmement large. Après la perte de leur bastion d'Alep-est, reconquis par les forces loyalistes en 2016, les groupes de l'ASL ont retrouvé du service avec les opérations *Bouclier de l'Euphrate* et *Rameau d'olivier*, menées par la Turquie au nord de la Syrie entre 2016 et 2018. Ce nouvel engagement, dicté en grande partie par l'opportunisme, a conduit ces supplétifs à délaisser le combat contre le régime, au profit des intérêts de leur parrain turc, qui les arme, les forme et les finance. Les chiffres sur le nombre de combattants au sein de l'Armée nationale syrienne varient en fonction des sources. L'on estime qu'ils seraient entre 50 000 et 110 000 hommes, en comptant les groupes proches du djihadisme. Il faut cependant considérer ces chiffres avec précaution. L'on peut de plus dégager deux tendances parmi ces forces dites « modérées » : les groupes arabes, pouvant être tant laïcs qu'islamistes, et les groupes turkmènes.

Groupes rebelles arabes

Il n'existe pas d'unité idéologique au sein des forces rebelles arabes. La guerre menée par la Turquie contre les Forces démocratiques syriennes est en effet l'occasion pour des groupes rebelles ayant connu la défaite dans d'autres régions du pays de prendre une forme de revanche. Parmi les groupes les plus importants, on peut citer notamment Faylaq al-Cham, constituant le bras armé des Frères musulmans syriens. Le groupe comptait entre 8500 et 10 000 combattants en septembre 2018. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, c'est l'un des groupes rebelles les plus importants au nord de la Syrie. C'est à cette époque que, dans la logique de l'accord russo-turc sur la poche rebelle d'Idlib, le groupe acceptait de quitter ses positions dans la zone démilitarisée prévue par ledit accord, preuve de l'influence de la Turquie sur le groupe. La tendance Frères musulmans est donc représentée au sein des rebelles pro-turc, bien qu'elle soit loin de constituer un vecteur commun à l'ensemble des forces arabes sunnites.

Groupes turkmènes en Syrie

Les combattants d'origine turkmène constituent l'autre tendance importante. La Syrie compte historiquement une minorité ethnique turkmène, en grande partie turcophone et proche de la culture turque. Cela explique la présence de groupes de combattants dont l'idéologie est souvent proche du néo-ottomanisme. Ces groupes, qui défendent la particularité culturelle de leur minorité, constituent donc des alliés naturels pour Ankara. Le plus important d'entre eux est sans doute la Division Sultan Mourad. Créée en mars 2013, elle tire son nom de Mourad II, sultan ottoman au XVe siècle. Après avoir été très actif dans la bataille d'Alep, le groupe participe en août 2016 à la prise de la ville de Jarablous, à la frontière turco-syrienne, par les forces turques. Les groupes turkmènes, dont les noms font souvent référence à des figures emblématiques de l'Empire ottoman, communiquent largement sur les réseaux sociaux. Leurs membres s'y affichent alors en faisant de la main le signe de ralliement des Loups gris, organisation d'extrême-droite turque. En effet, ces groupes, qui comptent parmi leurs membres

des combattants étrangers venus de Turquie ou d'Asie centrale notamment, sont souvent proches du nationalisme turc.

□ □ THEME 5 - 3 : Colonies israéliennes : le soutien du gouvernement Trump peut-il mettre le feu aux poudres ?

Source, journal ou site Internet : IRIS

Date : 22 novembre 2019

Auteur : Le point de vue de Didier Billion

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Après une semaine de fortes tensions entre Israël et Gaza, et alors que Benny Gantz est en pleines tractations pour former un nouveau gouvernement, les États-Unis viennent d'annoncer qu'ils ne jugeaient plus les colonies israéliennes en Cisjordanie comme contraires au droit international. Didier Billion, directeur adjoint de l'IRIS, analyse la portée de ces déclarations. Comment interpréter cette déclaration états-unienne ? Quelles peuvent en être les conséquences ? Cette décision s'inscrit dans la droite ligne de toutes celles prises par l'administration américaine depuis l'accession de Donald Trump à la présidence, c'est-à-dire dans un alignement total sur les positions israéliennes. Visiblement l'administration Trump considère désormais que la solution à deux États est passée par pertes et profits de l'histoire. La décision de déplacer l'ambassade des États-Unis à Jérusalem en décembre 2017, la cessation de la contribution financière auprès de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés palestiniens) depuis août 2018, et maintenant cette décision de considérer les colonies israéliennes comme parfaitement légales, s'inscrivent dans une logique implacable. On a de ce point de vue tort de considérer que la politique extérieure de Donald Trump est erratique, en témoignent ses décisions méthodiquement mises en œuvre. Cette politique s'explique par un fort tropisme pro-israélien, par la composition de l'équipe qui est en charge du dossier israélo-palestinien dans son entourage, par exemple la personnalité de l'ambassadeur des États-Unis à Jérusalem, David Friedman. Ce dernier était connu bien avant sa prise de fonction pour sa proximité avec les colons puisqu'il faisait déjà activement partie des réseaux d'assistance juive à Israël en s'occupant notamment de la colonie de Beit El. On peut également citer le plan de paix préparé par le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, dont la teneur économique avait été dévoilée en juin dernier à Bahreïn. Sur les 135 pages qui composaient ce document se caractérisant par une novlangue insupportable, pas une seule fois le mot « colonisation » n'était mentionné. Cette dernière décision est très grave, car une fois de plus, l'administration Trump fait totalement fi du droit international et d'une solution de type multilatéral qui pourrait être remise en œuvre. On s'enfonce dans la négation de la résolution du conflit israélo-palestinien et les faibles points d'appui, que constituent encore les résolutions de l'ONU, sont systématiquement foulés au pied par les États-Unis. Certains interprètent cette déclaration comme un coup de pouce à Benjamin Netanyahu, au moment où les partis de son pays mènent de difficiles tractations pour former un nouveau gouvernement. Leur issue aura-t-elle une influence sur la relation de l'État hébreu avec son voisin palestinien ? Benny Gantz est en charge de constituer le gouvernement israélien, Benjamin Netanyahu ayant jeté l'éponge il y a quelques semaines. Au vu des délais institutionnels, ce gouvernement doit être constitué avant le 20 novembre à 23h59. Présentés comme opposés, Benjamin Netanyahu et Benny Gantz sont en réalité sur la même ligne. Les deux soi-disant concurrents se sont précipités pour se féliciter des décisions états-uniennes. Cette réaction n'est pas étonnante de la part de Benjamin Netanyahu, ami de Donald Trump. Il a d'ailleurs utilisé une fois de plus des termes bibliques (« c'est la démonstration historique que la Judée et Samarie appartiennent bien au peuple d'Israël »), mais qui prennent sens au vu de la situation. C'est évidemment très grave, car si on raisonne en se fondant sur les textes bibliques, on ne peut plus négocier politiquement.

Il y a un refus de facto de toutes formes de négociation de la part des Israéliens, soutenus en ce sens par Donald Trump. Les Palestiniens, pour leur part, sont souvent critiqués parce qu'ils refusent de dialoguer et qu'ils ont cessé toute forme de contact direct et public à la suite du transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem. Mais les dirigeants palestiniens sont aujourd'hui dos au mur et n'ont guère de solution pour relancer un quelconque processus de dialogue. Les décisions qui sont prises aussi bien par les administrations états-uniennes qu'israéliennes bloquent toute possibilité de sortir politiquement d'une situation qui ne fait qu'empirer. Le blocage est donc avant tout politique et diplomatique, mais la situation n'est pas pour autant figée sur le terrain. Dans les faits, les colonies continuent leur expansion jour après jour. Après 1967, année de l'adoption de la résolution 242, on comptait environ 10 000 colons israéliens. En 1993, au moment de la signature des Accords d'Oslo, il y en avait 280 000 ; aujourd'hui, il y en a 650 000. L'Autorité palestinienne a dénoncé la prise de position américaine comme étant en contradiction totale avec le droit international et les résolutions de l'ONU condamnant les colonies israéliennes. Les Palestiniens ont-ils encore des soutiens et des leviers pour aboutir à la création d'un État ? Les Palestiniens sont dans leur bon droit lorsqu'ils condamnent ces décisions, qui vont à l'encontre du droit international. Mais cette réaction aura-t-elle un écho ? Aujourd'hui, peu de soutiens se sont manifestés. Depuis lundi, on a pu entendre quelques condamnations assez tièdes. Ce qui compte aujourd'hui, ce sont les initiatives concrètes que ladite communauté internationale peut prendre. Ainsi que fait l'ONU pour contrecarrer cette négation méthodique et systématique du système multilatéraliste ? Que fait concrètement l'Union européenne ? Si la situation n'est guère en faveur de la mise en œuvre des droits légitimes du peuple palestinien il faut tenter de s'appuyer sur les linéaments de résistance qui existent. Ainsi, au sein de l'ONU, une majorité de pays soutient la perspective d'un État palestinien. On doit alors s'interroger sur la manière de rassembler cette majorité dans le sens d'une initiative concrète. Se pose ainsi la responsabilité particulière d'un État membre du Conseil de sécurité, notamment celle de la France qui pourrait être à l'initiative, mais on peut douter qu'elle en ait le courage, la volonté et l'énergie, car c'est un combat difficile et plein d'embûches. N'oublions pas par ailleurs des campagnes d'organisations non gouvernementales, tel « Boycott Désinvestissement Sanctions » (BDS) qui prend graduellement de l'ampleur. Son expansion à l'échelle internationale inquiète les Israéliens, un des proches conseillers de Benyamin Netanyahu ayant même déclaré que la cessation de cette mobilisation était un enjeu stratégique majeur pour son pays. Si la résonance de cette campagne est faible en France, elle a beaucoup plus de consistances dans d'autres pays comme la Belgique ainsi qu'aux États-Unis. Les Palestiniens ont donc à disposition deux leviers distincts : l'un politique et diplomatique qu'il ne faut pas délaissier, car son potentiel persiste ; l'autre venant de la société civile et des ONG qui se manifestent notamment par cette campagne BDS.

□ □ THEME 5 - 4 : [Algérie, les militaires sont divisés sur la sortie de crise](#)

Source, journal ou site Internet : Mondafrique

Date : 22 novembre 2019

Auteur : La Rédaction

Adressé par Jean-François Mazaleytrat

Qu'il s'agisse des interventions intempestives de la justice militaire, des sorties de jeunes en pleine nuit, des démissions en cascade des proches des candidats ou du poids de certains hauts gradés dans la campagne électorale, un climat délétère règne en Algérie moins d'un mois avant les Présidentielles du 12 décembre. La campagne électorale en Algérie ressemble de plus en plus à une boîte noire indéchiffrable. On sait de bonne source que des militaires très influents, dont

le général Abdelkader Lachkhem, le puissant patron des transmissions au ministère de la Défense, soutiennent Abdelmajid Tebboune, l'ancien Premier ministre de Bouteflika qui est candidat aux Présidentielles du 12 décembre prochain. Lequel bénéficie de façon de plus en plus voyante des moyens de l'Etat et des fonds de quelques oligarques rescapés des purges actuelles.

Des gardes à vue instrumentalisées

Pour autant, un des principaux soutiens du candidat Tebboune, Omar Allilat, un homme d'affaires historiquement protégé par l'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia, vient d'être placé en garde à vue pour des soupçons de corruption. L'intervention de la justice militaire au coeur de la campagne électorale n'est pas fortuite. Des forces à l'intérieur du système œuvrent pour un scénario plus réaliste que le simulacre électoral qui se prépare. Apparemment, une guerre sévère des clans agite les hauts gradés algériens, qui se sont réunis, cette semaine, sans la présence de Gaïd Salah. En raison de la santé fragile de ce dernier, rattrapé par son âge? Ou en vue de sa possible mise à l'écart? A ce jour, toutes les hypothèses circulent à Alger.

Le général Lachkhem à la manoeuvre

Le général Abdelkader Lachkhem, un des plus proches conseillers de Gaïd Salah dont le nom est souvent cité dans la course à la succession du chef d'état major, n'est pas le dernier à intervenir dans le processus électoral. Directeur des télécommunications et des services d'information du Ministère de la Défense, ce haut gradé occupe un poste clé pour surveiller et éventuellement frauder les résultats électoraux. Il entretient notamment les meilleures relations avec la ministre des Télécommunications nommée par Bouteflika et toujours en fonctions. Laquelle, en signe d'allégeance, a octroyé un projet public à Laghouat au fils Lachkham, dans la plus pure tradition du népotisme qui sévissait sous le règne de Bouteflika. Or ce militaire influent a mis ses réseaux au service de Tebboune, en rupture totale avec le principe d'égalité entre les candidats. Le même Lachkhem a renoué des contacts avec Mohamed Rougab, qui fut l'inamovible secrétaire particulier du président déchu jamais inquiété. Le même enfin a pesé en faveur du retour de l'actuel ministre de la Justice, Belkacem Zoghmati, un ancien partisan du général Toufik qui est resté treize années durant procureur général de la cour d'Alger, un record dans les annales. Le général Lachkhem qui a réussi à imposer à Gaïd la nomination de douze officiers aux centres d'écoute de Reghaïa et de Ghermoul tisse ses réseaux également au sein des armées. Peu à peu, il est parvenu à mettre à l'écart du premier cercle de Gaïd Salah certains conseillers écoutés comme le Général Dahmani, ancien directeur central de l'action social.

Le retour des oligarques

Autant de soutiens mobilisés en faveur du candidat Abdelmadjid Tebboune, qui semble avoir le vent en poupe... Du moins avant la garde à vue du sulfureux ex député RND de Bejaïa, le kabyle Omar Allilat, qui avait déjà défrayé la chronique dans un article d' »El Mundo » en 2016 alors qu'il se consacrait au commerce de l'alcool. Depuis quelques semaines, cet oligarque s'est affiché ouvertement auprès du candidat à la présidentielle et du fils de ce dernier. Les relations entre Tebboune et Allilat ne datent pas d'aujourd'hui. Les deux hommes s'étaient déjà rencontrés en Turquie en fin 2017 où ils proposaient à des hommes d'affaires Turcs l'octroi des marchés en Algérie. La seconde personne impliquée dans ce dossier est un ancien interprète auprès de la présidence, Zine Hachchi. Ce fonctionnaire de l'INESG (institut national d'études et de

stratégie globale) serait la courroie reliant l'ex député et homme d'affaire à l'ancien premier ministre. Les moyens mis à la disposition de Tebboune sont en tout cas impressionnants. Le candidat disposerait d'un avion et de plusieurs dizaines de véhicules. Apparemment les trésors de guerre des oligarchies qui ont pullulé dans l'ombre de Saïd Bouteflika n'ont pas tous disparu dans une trappe.

Des démissions à la pelle

Cette promiscuité a suscité la colère du directeur de campagne, Abdellah Baali l'ex ambassadeur à l'ONU et aux Etats-Unis, ainsi que celle du directeur financier de la campagne. Du coup, les deux hommes ont présenté leur démission. Un coup dur pour le candidat adoubé par des relais du système politique ancien. Dans le camp d'Ali Benflis, l'autre candidat de poids et lui aussi ancien Premier ministre, le directeur de campagne en Kabylie a lui aussi présenté sa démission. L'intervention de certains militaires du haut commandement, dont le logiel n'a guère changé depuis les temps anciens,, ne manque pas de créer un climat malsain qui renforce les mobilisations populaires.« Makache Al Intikhabate mâa Al Issabate » (« Pas d'élection avec la bande mafieuse ») reste le slogan consensuel scandé chaque vendredi par les manifestants à l'adresse certes des oligarques protégés par Bouteflika mais aussi des hauts gradés qui tardent à comprendre le vent de l'Histoire. La multiplication et condamnation des manifestants n'a pas atteint les objectifs escomptés. Les apparitions des cinq candidats adoublés par l'institution militaire sont perturbées par les contestataires. Lesquels sont souvent placés en prison. Plus on s'approche du 12 décembre, plus la tension monte. Des jeunes désormais sortent en masse la nuit dans de nombreuses villes algériennes dans des conditions mal éclaircies. Les élections du 12 décembre ont peu de chances se passer dans un climat apaisé. Les militaires sont plus divisés que jamais, au delà de la fracture entre partisans et adversaires du général Toufik, le patron des services secrets pendant un quart de siècle aujourd'hui emprisonné. Or la recomposition politique en Algérie ne peut pas se faire si l'Armée, l'ossature de l'Etat, n'a pas choisi une stratégie claire de réconciliation nationale.

6/ RENSEIGNEMENTS ET MENACES :

□ □THEME 6 - 1 : Il voulait construire une distribution Linux Gentoo pour Daesh

Source, journal ou site Internet : ZDnet.fr

Date : 21 novembre 2019

Auteur : Catalin Cimpanu

Adressé par Elie Billaudaz

Les autorités américaines ont arrêté et inculpé un étudiant de Chicago âgé de 20 ans pour avoir fourni un soutien matériel à l'organisation Etat Islamique. Selon des documents judiciaires, l'adolescent aurait créé un script Python pour automatiser la sauvegarde des contenus multimédias de Daesh à partir des réseaux sociaux de manière à ce que d'autres membres puissent les afficher à nouveau sur leur propre compte de réseaux sociaux et contribuer ainsi à diffuser la propagande du groupe terroriste. De plus, l'étudiant Thomas Osadzinski, de Chicago, avait également pour projet de construire une distribution Gentoo Linux pour l'organisation terroriste. "J'entreprendrai un nouveau projet très utile" a écrit l'étudiant lors d'une discussion en ligne avec un agent infiltré du FBI en mars de cette année.

"Quand il y a moins de choses installées, le système d'exploitation est plus difficile à pirater"

"Je vais développer une version Linux de Gentoo conçue pour Ansar [les partisans d'ISIS] qui peut fonctionner sur n'importe quel ordinateur et qui sera très légère, rapide et sûre." Osadzinski aurait dit à l'agent d'infiltration du FBI qu'il développerait lui-même la distribution Gentoo Linux et publierait les mises à jour du projet dans un salon de discussion en ligne. "Ce sera très sûr, In sha Allah, il ne fera que naviguer (sur les réseaux sociaux). Quand il y a moins de choses installées, le système d'exploitation est plus difficile à pirater" aurait dit Osadzinski.

Un OS conçu pour "empêcher l'exploitation par les agences de renseignement"

En mai, Osadzinski a partagé une capture d'écran de la distribution Linux Gentoo en cours de développement avec un autre agent infiltré du FBI, disant qu'elle serait "disponible pour [les partisans d'ISIS] très bientôt". Au cours de cette conversation, Osadzinski a réitéré que le système d'exploitation serait plus difficile à pirater par les "agences de renseignement croisées". Cependant, les progrès sur la distribution Linux auraient rapidement été au point mort, Osadzinski disant aux agents infiltrés que la construction de l'OS "est un travail difficile" et nécessite "beaucoup d'études". Le FBI a déclaré que M. Osadzinski avait les moyens techniques d'y parvenir, car il avait suivi plusieurs cours d'informatique, tels que Python for Programmers, Information Systems, Applied Networks and Security, et Computer Science I et II. Un autre site d'information, Cyberscoop, a également souligné que, selon la page LinkedIn d'Osadzinski, l'étudiant a également travaillé pendant deux mois comme testeur de logiciels pour Blackberry Cylance, une start-up de cybersécurité, mais l'entreprise nie cela. "Selon nos dossiers, cet individu n'a jamais été un employé ou un entrepreneur de Cylance", a déclaré un porte-parole dans une déclaration par courriel. S'il est reconnu coupable d'avoir fourni un soutien matériel à Daesh, M. Osadzinski risque jusqu'à 20 ans de prison.

□ □ THEME 6 - 2 : Le Royaume-Uni commence à rapatrier de Syrie ses orphelins de djihadistes

Source, journal ou site Internet : La Libre Belgique

Date 21 novembre 2019

Auteur : AFP

Adressé par Jean-François Mazaleytrat

Les orphelins britanniques dont les parents sont morts en Syrie en tant que combattants du groupe État islamique (EI) ont commencé à être rapatriés au Royaume-Uni, a annoncé jeudi le Ministre des Affaires étrangères Dominic Raab. "Ces orphelins innocents sont des enfants qui n'auraient jamais dû connaître la guerre", a-t-il écrit dans un communiqué, "nous avons facilité leur retour à la maison, car c'est la bonne chose à faire". Il s'agit désormais de "leur donner le soutien nécessaire pour revenir à une vie normale", a-t-il ajouté, confirmant que les premiers enfants étaient sur le point d'être renvoyés au Royaume-Uni. Un tweet de l'administration kurde en Syrie avait déjà affirmé plus tôt dans la journée que "trois orphelins britanniques de parents combattant au sein de l'EI" avaient été remis aux autorités de leur pays. Le ministère des Affaires étrangères, sous pression depuis un mois après la publication d'un rapport de l'ONG Save The Children, n'a pas donné plus de détails dans l'immédiat sur l'avancement de ces rapatriements, ni sur ceux à venir. Dans ce rapport, l'ONG avait révélé qu'au moins 60 jeunes Britanniques étaient bloqués dans le nord-est de la Syrie, soit deux fois plus que ce qui avait été estimé jusque-là. Le ministre en charge du Brexit, David Davis, avait déclaré lors d'un débat parlementaire le mois dernier que ces enfants risquaient de "se transformer en terroristes" s'ils n'étaient pas ramenés et pris en charge, plaidant aussi pour ceux qui n'étaient pas orphelins et qui "méritaient la protection du Royaume-Uni". Selon Marie-Dominique Parent, une

responsable du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, entre 700 et 750 enfants nés de parents ressortissants de l'UE sont retenus dans des camps du nord-est de la Syrie. Au Danemark, le premier bébé de parents djihadistes vient d'être rapatrié jeudi.

□ □ THEME 6 - 3 : « Mettez Creta Thunberg en Premier ministre, ça se passera mal »

Source, journal ou site Internet : **Le Point**

Date : **22 novembre 2019**

Auteur : **Thomas Mahler**

Adressé par **Jean-François Mazaleyrat**

Théories du complot, peur des ondes, antivaccins... Vivons-nous une période particulièrement irraisonnable ? Cette semaine, à la Fondation Simone et Cino Del Duca, les sociologues Jean Baechler et Gérard Bronner (collaborateur du *Point*) ont organisé un colloque exceptionnel avec une vingtaine d'intervenants sur les irrationalités contemporaines. L'occasion d'interroger Jean Baechler, 82 ans, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, sur notre actuelle crise de la raison pure. Pour ce disciple de Raymond Aron, la vague de crédulité – et notamment la collapsologie – menace de submerger la démocratie libérale. Entretien.

Le Point : Pourquoi avez-vous voulu organiser ce colloque sur « l'irrationalité contemporaine » ?

Jean Baechler : Nous vivons une nouvelle période d'irrationalité croissante, essentiellement sous la forme idéologique et politique. C'est un thème qui m'a occupé tout au long de ma carrière, puisque l'un de mes premiers livres, paru il y a quarante ans, s'intitulait *Qu'est-ce que l'idéologie ?*. J'ai demandé au sociologue Gérard Bronner de m'aider à organiser ce colloque. Le thème sur l'irrationalité contemporaine est vaste. Je pense qu'on ne peut définir l'irrationnel que si on a une définition irréfutable du rationnel. J'adopte le point de vue de Karl Popper. Le seul rationnel objectif, c'est le binôme problème-solution. Un problème bien posé qui trouve la solution résolvant ce problème est rationnel. L'irrationnel devient ainsi possible à partir du moment où un problème est mal posé et/ou la solution apportée ne résout pas ce problème. L'irrationnel apparaît dans l'écart séparant l'objectivité de la subjectivité. Toutes les activités humaines sont susceptibles de donner des expressions de cet irrationnel. L'humanité a une propension très marquée à verser dans l'irrationnel plutôt que dans le rationnel. La collapsologie est en contradiction avec l'écologie.

Vous faites une distinction entre spiritualité et spiritualisme. Pourquoi ?

Pour moi, la spiritualité est une expression de la conscience humaine. Il y a trois types de conscience : la conscience morale, c'est-à-dire, en gros, le bien et le mal ; la conscience réflexive, c'est-à-dire la capacité à prendre du recul et à réfléchir à ce que l'on fait ou croit ; et enfin, la conscience spirituelle, c'est-à-dire le fait de se hisser au-dessus de cette conscience et d'essayer d'atteindre quelque chose relevant de l'ineffable. Toutes les activités humaines sont susceptibles d'amener à cette élévation. Le spiritualisme, lui, est une version irrationnelle de cette spiritualité. Par exemple, c'est l'idée qu'il n'y aurait de spiritualité que religieuse et que toute position séculière serait foncièrement non spirituelle et matérialiste. Ce qui est faux, car des sagesses séculières existent : le taoïsme philosophique en Chine, le stoïcisme ou l'épicurisme dans la Grèce antique. Autre expression spiritualiste : la conviction, lorsqu'on

adhère à une religion, que les autres sont nulles. Si l'on est chrétien, on pense que le bouddhisme est insignifiant, et réciproquement. Ce qui est bien sûr totalement irrationnel.

Mais pourquoi les gens versent-ils dans l'irrationnel ?

Il faut distinguer les producteurs d'irrationnels – escrocs, excités, malades... – des récepteurs, les consommateurs, c'est-à-dire à peu près tout le monde. Nous sommes irrationnels parce que nous sommes crédules ou parce que nous sommes paniqués. Lorsqu'il y a une catastrophe ou que nous avons l'impression que les choses sont mal engagées, c'est une vive occasion de verser dans l'irrationnel. C'est ce que nous expérimentons aujourd'hui, alors que certains, comme les collapsologues, nous assurent que la fin du monde est proche. Cet écologisme, irrationnel, est en contradiction avec l'écologie, qui, elle, est parfaitement rationnelle, car étudiant les rapports de l'homme et de la nature. Pour moi, le danger le plus pressant est ainsi de verser dans des régimes autoritaires.

Qu'est-ce qui vous inquiète le plus dans cette vague d'irrationnel contemporaine ?

Tous ces développements irrationnels risquent de ruiner le régime politique que nous connaissons en Occident, le seul à pouvoir gérer de manière à peu près rationnelle les problèmes qui se posent. Or, les problèmes ne cessent de s'accumuler. L'idée que quelqu'un détient la solution et que, s'il arrive au pouvoir et qu'il peut l'imposer, tout s'arrangera, c'est au contraire la certitude que ça va mal tourner. Si vous mettez Greta Thunberg en Premier ministre, ça se passera mal parce qu'en réalité il n'y a pas de solution simpliste face aux problèmes environnementaux. Le seul moyen pour s'en tirer, c'est la méthode des essais, des échecs, des cumuls et des consolidations. Et cette méthode fonctionne d'autant mieux que le régime politique est plus ouvert, plus libre, garantissant les libertés d'opinion et d'initiative. Pour moi, le danger le plus pressant est ainsi de verser dans des régimes autoritaires, ce qui ne fera que retarder la résolution de problèmes bien réels.

Vous parlez du réchauffement climatique ?

C'est un aspect. Il y a quatre transitions problématiques. La première, c'est cette confrontation entre le règne humain ouvert et le règne physique qui est fermé. Les besoins humains peuvent être infinis, alors que la Terre est, elle, finie. La deuxième transition, c'est celle de la modernisation. Elle est à peu près achevée en Occident, mais, dans d'autres parties du monde, on en est encore loin. Cette transition détruit les héritages du passé et représente une perte des cadres de référence. La troisième transition, c'est la mondialisation, c'est-à-dire la convergence de toutes les histoires humaines en une histoire commune. Enfin, la quatrième transition, plus hypothétique, concerne l'accès à un état stationnaire. La révolution néolithique il y a 10 000-12 000 ans a vu l'humanité passer des chasseurs-cueilleurs aux sédentaires pratiquant l'agriculture. Cela a pris plusieurs milliers d'années. L'humanité est ainsi passée d'un état stationnaire paléolithique, avec peu d'innovations, à un état traditionnel, lui aussi assez stable. Mais entre les deux, les bouleversements ont transformé de fond en comble la condition humaine. Depuis quatre siècles, du moins en Occident, nous vivons un phénomène du même genre, mais beaucoup plus rapide et intense, avec le passage de l'état traditionnel à l'état moderne. Nous ressentons peut-être déjà les premiers symptômes d'un nouvel état stationnaire avec des taux de croissance qui ne cessent de ralentir en Occident. Tout ça est encore difficile à saisir, car il s'agit d'un état émergent. C'est en tout cas une époque inquiétante, mais en même temps très excitante, parce que tout est remis en question. Quoi que fassent les responsables politiques, ils sont immédiatement critiqués.

Et êtes-vous inquiet par l'irrationalité que l'on voit à l'œuvre chez les responsables politiques ?

Les responsables politiques sont dans une situation extrêmement difficile, parce qu'ils ne maîtrisent rien. Macron a raison de dire qu'on ne peut gérer les problèmes qui se posent à nous qu'au niveau européen. Les problèmes liés à la mondialisation et à la modernisation ne peuvent même se résoudre qu'à un niveau planétaire. Or, la gouvernance planétaire n'existe qu'à un niveau chaotique et embryonnaire avec l'ONU. La gestion des affaires de l'humanité est donc forcément suboptimale. Ce qui suscite le mécontentement de la part des citoyens. Quoi que fassent les responsables politiques, ils sont immédiatement critiqués. Ils sont réduits à l'impuissance. Les affaires se règlent à Bruxelles ou au niveau régional, mais le niveau national tend à être disqualifié. Tout cela prendra du temps. À mes étudiants, j'aimais dire : « *Les choses humaines marchent normalement mal. Il faut éviter que ça soit anormalement mal.* » On a beaucoup de mal à admettre des effets sans cause et des causes sans responsables.

Et comment voyez-vous la vague des antivaccins particulièrement présente en France, le pays de Pasteur ?

C'est pour moi non seulement irrationnel, mais criminel. La transformation radicale de la santé à partir du XIXe siècle reposait sur deux innovations : l'adduction d'eau potable et la vaccination. Revenir là-dessus est criminel, parce qu'il suffit d'un taux de vaccinations en dessous des 95 % pour que les épidémies repartent. La rougeole, qui avait quasiment disparu, réapparaît. Or, c'est une maladie dangereuse pour les nourrissons. D'où vient cette étonnante irrationalité des médecines parallèles ? D'un côté, on peut penser que la médecine moderne scientifique n'abolit pas les maladies, et encore moins la mort. On peut donc en tirer la conclusion que cela ne marche pas. Mais, d'autre part, la médecine moderne fonctionne tellement bien qu'elle paraît comme garantie et acquise. Lorsqu'une situation s'améliore, la perception de ce qui reste à faire pour qu'elle soit parfaite devient plus aiguë. Plus ça va mieux, plus on est persuadé que ça va plus mal. Un biais cognitif fait qu'on a beaucoup de mal à admettre des effets sans cause et des causes sans responsables. Lorsque survient un effet dramatique et qu'on ne peut pas le rapporter directement à des acteurs identifiés, mais qu'il résulte de facteurs très variés, on invente donc des responsables. À quoi il faut ajouter qu'il y a des spécialistes du complot, soit des fadas, soit des farceurs. Boris Johnson, lorsqu'il était correspondant à Bruxelles pour le *Daily Telegraph* au début des années 1990, avait lancé l'idée que Bruxelles définissait la courbure des bananes. Cette fake news a fonctionné ! Gérald Bronner a cosigné une étude sur la diffusion d'hypothèses complotistes sur les réseaux sociaux. Les auteurs ont établi qu'il y a un nombre limité de lanceurs de fake news. Mais on voit aussi que, lorsqu'une information sollicite des émotions fortes, comme la peur ou le dégoût, cela prend plus que lorsqu'elle s'adresse à la raison. Si on n'y prend pas garde, nous nous nourrissons d'irrationnel !

[THEME 6 - 4 : Guerre commerciale : le président chinois se dit prêt à riposter s'il le faut](#)

Source, journal ou site Internet :RFI

Date : 22 novembre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Lee/Pool Il s'est très peu exprimé publiquement sur la guerre commerciale qui oppose son pays aux États-Unis. Xi Jinping a déclaré ce vendredi 22 novembre que Pékin voulait un accord avec

Washington, mais n'hésiterait pas à riposter si nécessaire. L'homme fort du régime communiste chinois affirme que son pays veut un accord commercial avec les États-Unis et travaille activement pour y parvenir. Mais répondant aux questions des participants à un forum organisé par Bloomberg à Pékin, Xi Jinping a toutefois ajouté que la Chine n'avait pas peur des menaces américaines et se défendrait si nécessaire. Au siège du Parlement, face à un parterre de personnalités étrangères dont l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger, Xi Jinping prévient. « *Nous ne voulons pas déclencher une guerre commerciale mais nous n'en avons pas peur* », a-t-il déclaré. Et l'homme fort du Parti communiste d'ajouter : « *Nous répliquerons si nécessaire.* » Une déclaration rare, car le numéro un chinois s'est très peu exprimé sur ce sujet depuis le début, il y a un an et demi, du bras de fer économique avec Washington. Les États-Unis menacent d'imposer dès le 15 décembre prochain de nouvelles taxes sur les produits électroniques chinois si un accord « *préliminaire* » n'est pas trouvé. Donald Trump a mis la pression en début de semaine. Il a estimé que Pékin n'avait pas encore offert suffisamment de garanties. « *Si nous ne trouvons pas d'accord avec la Chine, j'augmenterai tout simplement encore plus les tarifs douaniers* », assure M. Trump. Dans son viseur : de l'électronique, comme les téléphones portables. Afin de faire avancer les négociations, qui piétinent depuis plusieurs semaines, Pékin a invité les négociateurs américains à se rendre en Chine pour une nouvelle série de discussions. Mais à en croire le *Wall Street Journal*, qui révèle cette information, les États-Unis auraient exigé au préalable des concessions chinoises.

■ Les métaphores historiques du numéro un chinois

Ce vendredi, pour appuyer son propos, le président Xi a filé la métaphore. La Chine « *est un grand pays, elle est comme un paquebot* », a-t-il observé. « *Nous ne pouvons pas nous permettre de faire des erreurs. Si un paquebot comme la Chine chavire, on ne pourra pas le remettre à flot.* » Le Parti entend poursuivre sa politique de « *réforme et d'ouverture* » avec prudence, « *comme quand on met le pied sur des pierres en traversant la rivière* ». Dans ce processus, « *la condition préalable est que la souveraineté financière de notre pays soit garantie* », estime Xi Jinping. Celui qui est également secrétaire général du PCC et président de sa puissante Commission militaire centrale a surtout fait référence au XIXe siècle, mettant en garde l'Amérique contre un retour aux « *humiliations* » des guerres de l'opium et des concessions étrangères. « *Cette époque ne reviendra pas* », promet-il. « *Ce que nous voulons, c'est rétablir notre rôle et notre place dans le monde et ne pas revivre l'humiliation de l'ère semi-coloniale.* » Et de rappeler que les deux pays sont aussi pris dans une guerre technologique, Washington ayant placé sur liste noire le géant Huawei. « *Un rideau de fer technologique* », selon M. Xi.

7/ SECURITE INTERIEURE

□ □ THEME 7 - 1 : « Ping Call » : la gendarmerie du Nord tire la sonnette d'alarme

Source, journal ou site Internet : L'Essor

Date : 21 novembre 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

Connaissez-vous le “ping call” ? Le principe de cette arnaque téléphonique est simple : contacter une victime sur son téléphone fixe ou mobile et lui demander de rappeler un numéro évidemment surtaxé. Vous avez décroché et rappelé ? Vous voilà victime de cette escroquerie de plus en plus courante.

Message de prévention

A tel point que la Gendarmerie du Nord a décidé de tirer la sonnette d'alarme dans un post publié sur son compte Facebook. En effet, certains escrocs n'hésitent pas à se faire passer pour des forces de l'ordre ! Ces derniers temps, "*un inconnu se fait passer pour un gendarme et vous demande de rappeler le numéro suivant : 00 223 75 08 15 01*", préviennent ainsi les militaires, cités par *La Voix du Nord*. Les numéros surtaxés sont facilement repérables : les plus souvent, ils commencent par les chiffres 08, un 3, un 10 ou encore un 118. Pour échapper à ces appels parfois "*quotidiens et souvent gênants*", les gendarmes recommandent de consulter le site d'annuaire inversé (<http://www.infosva.org/>) et, surtout, de ne pas rappeler après un "*ping call*". Car la facture peut rapidement devenir salée pour les victimes. La Gendarmerie du Nord conseille également de s'inscrire sur la plateforme d'opposition au démarchage téléphonique (Bloctel). Ou, en cas de "*message non sollicité*", d'envoyer un SMS au 33700 en écrivant "*spamvocal*" à côté du numéro incriminé. Et, si par malheur le mal est fait, les victimes sont invités à contacter le 0811 02 02 17. Tout le monde est prévenu.

8/ ENERGIE - ENVIRONNEMENT – CLIMAT

☐☐THEME 8 - 1 : Feux de brousse en Australie : des niveaux de pollution jamais atteints sur la côte est

Source, journal ou site Internet : La Libre Belgique

Date : 22 novembre 2019

Auteur : DPA

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Les fumées provenant d'une centaine de feux de forêt ont amené la pollution atmosphérique à un niveau jamais atteint sur la côte est australienne, ont mis en garde les autorités sanitaires vendredi. Dans la ville de Sydney, l'indice de qualité de l'air dépasse de loin la norme de dangerosité fixée par le département de l'Environnement de l'état de Nouvelle-Galles du Sud. Des records de pollution ont été relevés dans plusieurs endroits à travers l'état le plus peuplé du pays. Les autorités ont conseillé aux habitants des zones affectées d'éviter les activités physiques intenses à l'extérieur, et aux publics sensibles de rester à l'intérieur. Sydney devrait rester plongée dans ces fumées toxiques pendant le week-end, prévoient les météorologues. Quelque 1,6 million d'hectares ont été ravagés par les incendies en Nouvelle-Galles du Sud au cours des deux derniers mois, d'après les informations des pompiers. C'est près du double des terres brûlées en Amazonie plus tôt cette année. Une soixantaine de feux couvrant plus de 6.000 kilomètres étaient en cours vendredi. "Il faudra une pluie conséquente pour en venir à bout. Sans pluie, ils pourraient brûler pour des semaines et des mois", a commenté le porte-parole des pompiers ruraux Anthony Bradstreet. Aucune prévision de pluie n'a pourtant été émise, alors que l'Australie entre dans l'été.

9/ GEOPOLITIQUE DE LA CULTURE :

☐☐THEME 9 - 1 : De la Grande Guerre à la guerre actuelle

Source, journal ou site Internet : ASAF

Date : 22 novembre 2019

Auteur : La rédaction

Adressé par ASAF

Les leçons de la Grande Guerre

Le 11 novembre 1918 marque la fin de la Grande Guerre. Cette guerre mondiale fut gagnée par tous les Français qui firent preuve d'une exceptionnelle cohésion. Ceux du front où tombèrent 1 450 000 soldats et où y furent blessés plus de 4 millions, mais aussi ceux de « l'arrière » qui ont assuré la logistique des combats, l'éducation des enfants, les soins aux blessés et supporté les souffrances de l'attente et des deuils. La Grande Guerre nous rappelle une fois de plus que « *la France unie est invincible* ». C'est une leçon essentielle que nous devons tirer pour vaincre aujourd'hui et relever avec succès les redoutables défis qui conditionnent notre liberté de demain. Le traité de Versailles, qui conclut la paix avec l'Allemagne, sera signé le 28 juin 1919, mais il ne sera pas ratifié par les États-Unis, pourtant notre allié de la Grande Guerre et alors qu'il reposait sur la proposition de Woodrow Wilson, leur président ! C'est aussi une leçon pour aujourd'hui, d'autant que ce pays n'entrera pas en guerre en septembre 1939 lors de l'invasion de la Pologne comme le firent la Grande-Bretagne et la France, mais seulement le 11 décembre 1941, après que l'Allemagne lui ait déclaré la guerre. En fait, et comme le rappelait le général de Gaulle en créant la « force de frappe », la Défense de la France doit reposer d'abord sur elle-même. Les alliés ne le sont que pour des objectifs bien identifiés et souvent limités dans le temps et dans l'espace. L'anniversaire de la fin de la Guerre froide nous rappelle que Roosevelt, Truman et Churchill, qui furent les alliés de Staline contre Hitler, furent ses adversaires farouches à peine la guerre terminée. C'est à juste titre que la date du 11 novembre a été retenue pour honorer tous les morts pour la Patrie. Aussi, l'inauguration, en ce jour anniversaire, du monument aux morts pour la France au cours des opérations extérieures (OPEX) depuis la fin de la guerre d'Algérie est-elle très symbolique. Elle signifie que les guerres, toutes différentes et qui ne font plus l'objet d'une déclaration depuis 1945, concernent l'ensemble des Français : les soldats qui portent les armes, mais aussi tous les citoyens, qui, au quotidien, par leur travail, la solidarité dont ils témoignent, contribuent à la cohésion de la France pour faire en sorte qu'elle soit vainqueur dans le combat permanent qu'il nous faut mener pour défendre notre liberté et notre indépendance.

Dévolement et diversion

Dans ce contexte, les incessantes manifestations, les dégradations, les agressions et les outrages dont nos monuments aux morts sont la cible constituent des actes qu'il est urgent de sanctionner avec la plus grande fermeté. Il ne s'agit plus de pousser des cris d'orfraie mais d'agir avec détermination. Ces actes sont inacceptables aux yeux de nos soldats qui se battent pour un pays qu'ils voient livré aux nihilistes et autres anarchistes, véritables barbares des temps modernes. Ces images de violence, révélant l'impuissance de l'Etat, servent nos ennemis et nos adversaires. Dès lors, les « casseurs », qui sont leurs collaborateurs du temps de guerre, doivent être traités comme tels. À cet égard, l'accord donné par le président de la République à l'artiste américain Christo pour empaqueter l'Arc de Triomphe en octobre 2020 est inacceptable. Il contribue à banaliser ce sanctuaire et à diviser les Français au lieu de les rassembler autour de ce lieu de mémoire et de gloire nationale. Pour la plupart d'entre eux, empaqueter l'Arc est incongru, scandaleux et indécent ; c'est défigurer, au sens propre, ce sanctuaire où repose depuis un siècle le Soldat inconnu et sur les murs duquel sont gravés les noms de soldats morts pour la France. Faut-il rappeler que l'Arc a déjà été profané le 1^{er} décembre 2018 par des voyous dont certains étaient affublés d'un gilet jaune ? Le précédent du Pont-Neuf avancé par le Président ne peut être un argument car l'Arc de Triomphe est un sanctuaire et non un simple bâtiment. Aurait-il donné son accord pour faire empaqueter le monument aux morts en OPEX qu'il vient d'inaugurer et qui porte comme l'Arc le nom de soldats morts pour la Patrie ? N'aurait-il pas été plus pertinent de mieux mettre en valeur, par des éclairages laser par exemple, les superbes hauts et bas reliefs de l'Arc, ainsi que les noms qui y sont gravés sur les piliers ?

Et la guerre que nous menons aujourd'hui ?

Le monument aux morts en OPEX est le seul monument sur lequel seront gravés les noms de nos soldats qui vont tomber dans les mois et les années à venir à l'extérieur du territoire national. Mais le nom d'Arnaud Beltrame qui a affronté le même ennemi sur le territoire national, ne devrait-il pas y figurer aussi ? Et si demain des opérations de guerre sont déclenchées sur notre sol pour détruire des groupes islamistes armés, les noms de nos soldats tués figureront-ils sur ce monument aux morts ? Leurs corps reposeront-ils dans nos carrés militaires comme tous les corps de ceux morts pour la France devraient y reposer ? Car le corps d'un soldat mort pour la France est une parcelle de la France que notre pays et nos concitoyens doivent conserver et honorer afin d'entretenir le souvenir du sacrifice consenti.

« *Mon âme à Dieu, **mon corps à ma Patrie** et mon cœur à ma famille* »[1]

[1] Lieutenant de vaisseau Pierre Guillaume, qui inspira le fameux « *Crabe Tambour* ».

[□ □ THEME 9 - 2 : Internet : l'autre répression du régime iranien](#)

Source, journal ou site Internet : L'Orient le Jour

Date : 22 novembre 2019

Auteur : Julie Kebbi

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Le développement d'un réseau national indépendant du reste du monde permet aux autorités d'empêcher tout contact avec l'extérieur.

Il aura suffi de vingt-quatre heures pour couper totalement les Iraniens du reste du monde, ou presque. Face au mouvement de contestation qui a débuté il y a une semaine, la République islamique a pris une mesure drastique : bloquer l'accès à internet pour empêcher tout contact avec l'extérieur tout en conservant la possibilité de l'utiliser en interne pour atténuer quelque peu le coût du blocage. L'annonce par le gouvernement de l'augmentation du prix de l'essence à la pompe et d'une réforme de son mode de subvention a mis le feu aux poudres vendredi dernier ; les Iraniens ont pris les rues d'assaut dans l'ensemble du pays pour manifester leur mécontentement, dans un pays déjà asphyxié économiquement et subissant de plein fouet les conséquences du rétablissement des sanctions américaines en août 2018. Depuis, le niveau de connectivité avec l'extérieur du pays oscille entre 4 et 7 %. Un taux qui a atteint les 8 % dans la journée d'hier, soit 113 heures après le début du black-out, a indiqué sur son site l'ONG NetBlocks, précisant qu'« il n'était pas clair si la restauration de la connexion sera maintenue ». Téhéran avait déjà recouru au blocage de l'accès à internet lors des manifestations de janvier 2018, mais le récent black-out se distingue par son ampleur, sa durée et sa constance. « Le gouvernement iranien est certainement conscient de ce qu'il se passe dans le monde, comme au Liban ou en Irak... Il veut étouffer le mouvement de contestation dans l'œuf », souligne à L'Orient-Le Jour Mahsa Alimardani, doctorante à l'Oxford Internet Institute et agent de programme à Article 19, une organisation britannique des droits de l'homme. Une méthode qui permet d'empêcher la diffusion d'informations, de photos et de vidéos sur les réseaux sociaux alors que les ONG accusent Téhéran d'avoir recours à une répression sanglante, faisant au moins 106 morts parmi les manifestants, selon Amnesty International. « La rapidité avec laquelle le gouvernement a été en mesure de rendre presque tout le pays hors ligne témoigne d'une préparation effrayante pour étouffer et censurer toute forme de dissidence », note un communiqué publié par Article 19. « Article 19 s'inquiète du fait que le développement du réseau national d'information ait contribué à la capacité du gouvernement à procéder à une

fermeture aussi longue (du réseau), dans le cadre des efforts actuellement déployés par les autorités pour renforcer leur appareil de censure en ligne », ajoute le document.

Sous un microscope

Une censure digitale cristallisée, entre autres, par la construction d'un réseau internet national. Évoqué dès 2005 pendant les derniers mois du mandat de l'ancien président iranien, Mohammad Khatami, il a été à nouveau mis sur la table avec son successeur, Mahmoud Ahmadinejad, sans pour autant être mis en œuvre, rappelle à L'OLJ Amir Rashidi, chercheur sur la sécurité internet et en droits numérique au Centre pour les droits de l'homme en Iran. Baptisés « Révolution de Twitter », les impressionnants soulèvements de 2009 contre la réélection de Mahmoud Ahmadinejad, accusé de fraude, avaient changé la donne. « Le gouvernement a réalisé qu'il devait avoir un contrôle total sur internet », explique Amir Rashidi. « L'intérêt pour une politique sur internet s'est intensifié après 2009 », précise Mahsa Alimardani. « En 2010, nous avons remarqué l'une des premières mises en œuvre de cette politique, lorsque le gouvernement a déclaré que toutes les organisations et institutions publiques devaient déménager leurs sites web vers un serveur local », souligne-t-elle. En août 2016, Téhéran a annoncé avoir complété la première étape du projet, permettant d'offrir une connexion internet « de haute qualité, à grande vitesse et à bas coût », selon l'agence officielle IRNA. Répondant aux détracteurs du plan du gouvernement, l'ancien ministre iranien de la Communication, Mahmoud Vaezi, avait affirmé à cette occasion que « toutes les activités domestiques, services, applications et types de contenus variés sont inclus dans l'internet national ». « L'Iran a créé son propre réseau. Il est différent de ceux dans le reste du monde car le gouvernement exerce un monopole total sur internet en Iran », note Amir Rashidi. Les opérateurs privés et publics obtiennent leur connexion internet depuis la Telecommunication Infrastructure Company, qui opère sous le contrôle du ministère iranien des Technologies de l'information et des Télécommunications. « C'est comme un bouton marche/arrêt : le gouvernement a le contrôle complet et, à tout moment, il peut perturber le système, bloquer des contenus ou le fermer », explique Amir Rashidi. « Les Iraniens sont sous un microscope, leur intimité est compromise quand ils n'ont pas accès au réseau internet global », indique Mahsa Alimardani.

Pire que le modèle chinois

Internet représente aussi bien un avantage qu'une menace pour le régime iranien : il permet de disséminer sa propagande, d'une part, mais aussi de voir émerger les discours de dissidents et de contre-propagande, d'autre part. Dans le but d'avoir le contrôle sur un internet « halal », plusieurs réseaux sociaux à l'instar de Facebook et Twitter et des milliers de sites sont interdits dans le pays, forçant les utilisateurs iraniens à recourir à des réseaux privés virtuels (VPN) pour y avoir accès. En avril 2018, le gouvernement iranien a annoncé bannir la populaire application Telegram, qui comptait alors près de 40 millions d'utilisateurs en Iran. Elle est accusée par le régime de permettre l'« espionnage » ou encore de « perturber l'ordre public ». Selon le dernier rapport de l'ONG Freedom House, les autorités iraniennes se sont notamment vantées de disposer d'une armée forte de 42 000 volontaires en charge de surveiller les propos publiés en ligne. « Le prochain plan est de donner des “VPN légaux” aux Iraniens et d'accorder à certains l'accès à internet selon la classe sociale et la profession », indique Amir Rashidi. « L'infrastructure est prête, il ne s'agit plus que d'une question de temps pour que le gouvernement décide de la mettre en place », poursuit-il. Dans la foulée, le rétablissement des sanctions américaines progressif à partir d'août 2018 sous la présidence de Donald Trump fait le jeu de Téhéran en ligne. Contraintes de se plier aux règles américaines, les entreprises américaines à l'instar de Google, Amazon ou Apple ont cessé de fournir leurs services en Iran,

forçant les Iraniens à se tourner vers des plateformes numériques alternatives mises en place par la République islamique. Les mesures américaines ont été décriées par de nombreux activistes et organisations, estimant qu'elles permettent au régime d'accroître la répression contre les Iraniens et empêchent ces derniers d'avoir accès à des outils technologiques qui leur permettraient de les contourner. Face à ces conséquences négatives, « s'ils (les États-Unis) se préoccupaient vraiment de la connexion internet en Iran, ils auraient travaillé à lever les sanctions », dénonce Mahsa Alimardani. Hier soir, Donald Trump a affirmé sur Twitter que « l'Iran est devenu si instable que le régime a coupé tout le système internet pour que le grand peuple iranien ne puisse pas parler de l'énorme violence qui se passe dans le pays ». « Ils veulent zéro transparence, en pensant que le monde ne se rendra pas compte de la mort et de la tragédie que provoque le régime iranien ! » a-t-il ajouté. « Je ne pense pas que les jours sombres soient terminés... ils ne font que commencer », déplore pour sa part Amir Rashidi. « À l'avenir, le modèle iranien sera pire que le modèle chinois », prévoit-il.

10/ GEOPOLITIQUE DE L'INFORMATION :

□ □THEME 10 - 1 : CHU de Rouen ; un ransomware au centre de l'attaque

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 20 novembre 2019

Auteur : Louis Adam

Adressé par Elie Billaudaz

Le CHU de Rouen a été visé par une cyberattaque massive qui a paralysé son système informatique pendant plusieurs jours. L'établissement rejoint ainsi la liste des organismes de santé français visés par des ransomwares au cours des derniers mois. Selon le site 76actu, l'attaque informatique ayant visé le CHU serait en effet une attaque au ransomware : le magazine explique être parvenu à consulter une copie de la note de rançon envoyée par les attaquants au CHU. Ceux-ci exigent la somme de 40 bitcoins, soit environ 300 000 euros au cours actuel de la cryptomonnaie. L'hôpital assure que sa politique est de ne pas payer les attaquants et préfère compter sur le travail des équipes informatiques et des agents de l'Anssi venu en renfort pour récupérer l'accès à ses fichiers. La demande de rançon est selon l'hôpital un message automatique, envoyé lorsque l'on tente de contacter l'une des adresses email indiquées par le ransomware.

Une souche connue

La variante de ransomware utilisée par les attaquants serait une variante de la souche CryptoMix, connue sous le nom de Cryptomix Clop. Celle-ci présente plusieurs particularités qui permettent de l'identifier : les fichiers chiffrés par le malware sont ainsi renommés avec des extensions .clop et le message de rançon indique une phrase, « tout le réseau est bloqué, ne débloquent qu'un seul ordinateur est impossible » récemment observée dans les attaques exploitant ce ransomware. Ces deux éléments sont mentionnés par l'article d'actu76 sur l'attaque informatique ayant visé le CHU. Sur Twitter, l'équipe de MalwareHunterTeam explique ainsi avoir repéré cette nouvelle phrase dans la note de rançon des attaques utilisant Cryptomix Clop le 14 novembre. Cette variante du ransomware Cryptomix a été identifiée en début d'année par les chercheurs : sur Bleeping Computer, on retrouve une analyse du fonctionnement du malware qui indique que celui-ci est capable d'identifier et de chiffrer les données de sauvegarde afin d'empêcher les victimes de restaurer leurs systèmes. Cryptomix est une souche de ransomware active depuis 2016, mais celle-ci a connu plusieurs variantes et évolutions au fil des années. Il faudra néanmoins attendre le retour des enquêteurs avant

d'affirmer qu'il s'agit bien ici de cette variante précise et savoir si celle-ci n'a pas été modifiée par les attaquants dans l'optique de cette attaque. L'attaque a débuté vendredi 15 novembre. Une plainte a été déposée lundi, mais la section F1 du parquet de Paris, spécialisée dans la cybercriminalité, a ouvert une enquête dès samedi selon Le Monde. L'attaque informatique a forcé l'établissement à revoir ses méthodes de fonctionnement et à revenir aux papiers et crayons pour suivre les dossiers des patients. Le CHU conseille également aux patients qui ne sont pas dans une situation d'urgence de se tourner vers d'autres établissements pour recevoir leurs soins.

THEME 10 - 2 : Ransomware : le cybercrime sait aussi se réinventer

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 20 novembre 2019

Auteur : Louis Adam

Adressé par Elie Billaudaz

Difficile de dire quand tout a commencé. Si les grandes épidémies de Locky se sont principalement déclarées dans le courant de l'année 2016, certains font remonter l'histoire du ransomware à la disquette AIDS en 1989, qui fait figure de précurseur low tech de ce qui allait s'imposer 25 ans plus tard comme l'une des menaces les plus inquiétantes pour les entreprises. C'est en effet aux alentours de 2015/2016 que le ransomware a connu son âge d'or porté par l'essor des cryptomonnaies.

Un mal qui dure

« C'est la montée en puissance des cryptomonnaies qui a permis aux ransomwares tel qu'on les connaît de prendre une telle ampleur » nous expliquait Alex Balan, Chief Security Researcher chez BitDefender. Si des attaques similaires existaient auparavant, c'est en effet l'arrivée des cryptomonnaies qui a permis l'explosion du phénomène, en proposant aux cybercriminels un outil de transfert d'argent qui échappe aux institutions financières traditionnelles. Rappelons rapidement le principe : le terme ransomware (ou rançongiciel, voire cryptolocker) désigne un logiciel malveillant qui vise à chiffrer les données de la machine qu'il infecte afin de les rendre inaccessibles à l'utilisateur. Les opérateurs de ce type de logiciels malveillants proposent généralement à la victime de payer une rançon afin de récupérer la clé de déchiffrement nécessaire au déchiffrement des fichiers. Si tout se passe bien : les autorités conseillent généralement de ne jamais payer la rançon afin de ne pas encourager le développement du phénomène. Rien ne garantit en effet que l'attaquant vous livrera bien les clés, ou qu'il ne laissera pas une porte dérobée dans le système afin de revenir un peu plus tard. Les conseils de prévention sont bien connus : ne pas cliquer sur des liens suspects, garder ses logiciels à jour et multiplier les sauvegardes, afin d'être en mesure de restaurer le système sur des bases saines au cas où une infection se déclarerait. Certaines plateformes, comme No More Ransom, peuvent d'ailleurs vous permettre de récupérer un decrypteur quand celui-ci est disponible. Mais si ce n'est pas le cas, les sauvegardes restent vos seuls espoirs.

Locky, c'est fini

Alors c'est simple les ransomwares ? Si il suffisait d'appliquer quelques conseils et d'un peu de bon sens, on imagine que l'industrie se serait débarrassé du problème depuis longtemps. Malheureusement il n'en est rien comme l'explique Igor Zdobnov, analyste chez

Dr Web : « Le ransomware est rentable, voire très rentable. Et particulièrement difficile à éradiquer, ce qui le rend d'autant plus intéressant pour les cybercriminels. C'est comparable aux malwares bancaires: nous avons observé une première vague de popularité en 2006/2007 et ça fait maintenant 13 ans que nous continuons de voir apparaître ce type de malware. » Le ransomware semble donc parti pour rester : certaines sociétés de cybersécurité estimaient que le déclin de fin d'année 2018 annonçait un ralentissement du phénomène, mais la menace a simplement évolué. Comme le souligne le rapport annuel des menaces publié par Europol, les opérateurs de ransomware abandonnent aujourd'hui les grandes campagnes au profit d'attaques ciblées contre les entreprises : « Les autorités des différents pays européens et les partenaires du secteur privé d'Europol confirment la diminution du nombre d'attaques de type ransomware visant des citoyens individuels et la multiplication d'attaques spécifiquement conçues pour des entités des secteurs privé et public. » Et cette évolution change la donne : face à un groupe organisé, qui ne touche pas ses victimes au hasard, le risque se révèle bien plus grand. Dans un document récent faisant le point sur les infections du ransomware BitPaymer, l'Anssi relève ainsi que face à ces attaques ciblées les stratégies de sauvegardes des fichiers doivent prendre en compte ces nouvelles menaces : « Il est important de noter que les architectures « backup-less » qui protègent efficacement contre la destruction de données isolées ne protègent pas contre les attaques ciblées par rançongiciel, les attaquants s'employant à chiffrer les données sur l'ensemble des serveurs de réplication. Ainsi, il est important de continuer à considérer les systèmes de sauvegardes déconnectées (« à froid ») pour les données les plus critiques. » Autrement dit : si les premiers ransomwares étaient encore balbutiants, ces logiciels malveillants ont aujourd'hui été intégrés et apprivoisés par des cybercriminels organisés et efficaces. Pour les entreprises d'aujourd'hui, faire face à la menace des ransomwares ne consiste plus uniquement à faire appliquer l'hygiène numérique de base : il s'agit de se préparer à faire face des crises importantes, comprendre les motivations et le fonctionnement des attaquants ainsi que la façon dont les ransomwares s'intègrent au sein de nouveaux scénarios d'attaques.

□ □ THEME 10 - 3 : Les antivirus déclarent la guerre aux « stalkerwares »

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 20 novembre 2019

Auteur : Louis Afam

Adressé par Elie Billaudaz

On parle beaucoup de logiciels malveillants dans le secteur de la sécurité informatique, mais le terme désigne un ensemble vaste et disparate de programmes utilisés à différentes fins. Dans ce domaine, un secteur prospère tristement : celui des outils d'espionnage, nommés « stalkerwares » aux États-Unis. Très populaires sur les OS mobiles, ces programmes sont généralement distribués librement, parfois sur des magasins d'applications, et sont destinés à ceux qui souhaitent surveiller les déplacements, communications et interactions d'un proche à son insu. Sur le plan technique, la différence avec un logiciel malveillant est mince : les logiciels de ce type n'utilisent pas de vulnérabilités logicielles pour s'installer et doivent généralement être déployés par quelqu'un ayant le contrôle de l'appareil. Les logiciels espions de ce type ne sont pas détectés comme des logiciels malveillants par la plupart des éditeurs antivirus, mais l'initiative menée par l'Electronic Frontier Foundation (EFF) et plusieurs éditeurs pourrait changer ça. Baptisée Coalition Against Stalkerwares, le regroupement vise à sensibiliser autour de ce sujet, à permettre aux acteurs d'échange afin de parvenir à un consensus sur les critères de détection applicables à ce type de programmes et à établir les bonnes pratiques en la matière.

Une initiative poussée par l'EFF

L'initiative est notamment poussée par l'EFF qui s'élève depuis de longs mois contre l'émergence des « stalkerwares » : la directrice cybersécurité de l'organisation Eva Galperin a ainsi pris plusieurs fois position contre ces technologies et l'initiative s'inscrit dans la droite lignée de ce combat. La coalition regroupe aussi plusieurs éditeurs d'antivirus ayant fait de la lutte contre les stalkerwares un nouveau sujet de travail : l'éditeur Kaspersky s'emploie ainsi à détecter et à signaler la présence de ces applications depuis le mois d'avril. Outre Kaspersky, la coalition pourra également compter sur le soutien des sociétés G-Data, MalwareBytes ou encore Norton Lifelock (Symantec) ainsi que sur plusieurs organisations américaines de lutte contre les violences conjugales. En France, la justice avait condamné à 8 mois de prison avec sursis le créateur du logiciel Fireworld, un logiciel qui, une fois installé sur un ordinateur, permettait de simplement surveiller son activité. Le marketing autour du logiciel avait attiré l'attention : le créateur proposait en effet aux utilisateurs d'avoir recours au logiciel pour « vérifier si leur fils était gay » ce qui avait suscité l'indignation de plusieurs associations. Aujourd'hui le logiciel Fireworld est toujours disponible, mais l'équipe marketing a bien pris soin de revoir la présentation du logiciel en insistant sur l'aspect professionnel de son usage et en précisant que l'installer à l'insu d'un utilisateur est complètement illégal.

□ □ THEME 10 - 4 : Les Etats-Unis accordent un nouveau sursis de 90 jours à Huawei

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 19 novembre 2019

Auteur : Pierre Benhamou

Adressé par Elie Billaudaz

Bis repetita. Les autorités américains ont accordé ce lundi un nouveau sursis de 90 jours à Huawei, pourtant dans les radars de Washington, qui accuse la firme de Shenzhen de constituer le faux-nez de Pékin dans les réseaux de télécommunications américains. Cette extension de licence n'est pas la première que l'administration Trump accorde au constructeur chinois, cette dernière ayant déjà procédé de la sorte à deux reprises. "La prolongation temporaire de la licence générale [accordée à Huawei] permettra aux opérateurs de continuer à desservir des clients dans certaines des régions les plus éloignées des États-Unis, qui autrement seraient laissés dans l'ignorance" de cette situation, a indiqué le secrétaire au Commerce américain, Wilbur Ross, pour justifier la position de Washington. "Le Ministère continuera de surveiller rigoureusement les exportations de technologies sensibles pour s'assurer que nos innovations ne sont pas exploitées par ceux qui pourraient menacer notre sécurité nationale", a pourtant tenu à clarifier le responsable, alors que la "liste noire" des entités concernées par un tel traitement s'étend aujourd'hui à plus de 100 sociétés non-américaines. La nouvelle prolongation de licence accordée par les autorités américaines correspondent quoi qu'il en soit à un changement de ton de la part de Washington, pour qui ces extensions n'avaient jusqu'ici pour but que de permettre aux opérateurs de se doter d'équipements non-étiquetés Huawei.

Le constructeur chinois se défend et tacle Washington

De son côté, le constructeur chinois, qui se défend toujours de toute collusion avec le régime chinois, continue à soutenir que cette inscription sur la "liste noire" américaine est avant tout motivée par des raisons politiques, qui n'ont rien à voir avec la sécurité nationale des Etats-Unis. "Ces actions violent les principes de base de la libre concurrence sur le marché. Ils ne sont dans l'intérêt de personne, y compris des entreprises américaines", déclarait ainsi l'état-

major de Huawei en août dernier. "Les tentatives visant à supprimer les activités de Huawei n'aideront pas les États-Unis à devenir un chef de file technologique. Nous appelons le gouvernement américain à mettre fin à ce traitement injuste et à retirer Huawei de la liste des entités", avait également exhorté le fondateur et PDG de Huawei, Ren Zhengfei, au début du mois. "Les États-Unis ont restreint le Huawei parce qu'ils veulent continuer à être dominants dans l'industrie de la haute technologie. Si le marché mondial continue de permettre aux États-Unis de se comporter comme bon leur semble, cela envoie un signal très dangereux", avait également déclaré Abraham Liu, le responsable des relations avec l'UE, lors d'un discours tenu à Bruxelles au cours de l'été.

Des sanctions sans conséquences pour Huawei

Reste que les sanctions américaines ne semblent pas avoir de conséquences négatives sur la santé financière de Huawei. Le constructeur chinois a ainsi enregistré, au troisième trimestre de son exercice en cours, un chiffre d'affaires en hausse de 24,4 % par rapport à l'année dernière, à 77,8 milliards d'euros (610,8 milliards de yuans), pour une marge bénéficiaire nette de 8,7 %. La firme de Shenzhen, qui figure au deuxième rang des fabricants de smartphones les plus puissants au monde derrière Samsung, a en outre annoncé avoir signé plus de 60 contrats commerciaux pour la fourniture d'équipements 5G, même si aucun de ces contrats ne concernerait des partenariats avec des sociétés américaines. Le constructeur a également indiqué avoir expédié plus de 400 000 unités d'antennes actives 5G Massive MIMO (AAU) sur les marchés mondiaux. En ce qui concerne le marché des smartphones, le constructeur, qui a récemment présenté son Mate 30, consolide sa deuxième place au classement des plus gros vendeurs mondiaux après avoir vendu 185 millions d'appareils au cours des trois premiers trimestres de 2019. Avec ce chiffre, en hausse de 26% par rapport à l'année précédente, le constructeur démontre sa solidité malgré les sanctions qui le frappent actuellement, qu'elles viennent de l'administration Trump ou d'autres pays occidentaux.

[□ □ THEME 10 - 5 : Avertissement de sécurité Windows : les rançongiciels se développent rapidement et sont de plus en plus difficiles à contrer](#)

Source, journal ou site Internet : ZDnet.com

Date : 19 novembre 2019

Auteur : Steve Ranger

Adressé par Elie Billaudaz

Les ransomware se développent rapidement et pourraient devenir plus difficiles à combattre à mesure que l'écosystème passe d'un petit nombre d'acteurs dominants à un grand nombre d'acteurs plus petits. La société de sécurité Bitdefender a analysé les menaces qui pèsent sur la sécurité de Windows, notamment les ransomwares, les crypto-mineurs, les PUA ("applications potentiellement indésirables" qui peuvent compromettre la confidentialité ou la sécurité), les exploits (attaques basées sur des vulnérabilités non corrigées ou précédemment inconnues). Bitdefender a constaté que de toutes ces menaces, les ransomwares ont connu la plus forte augmentation d'une année sur l'autre, avec 74,2 %. Selon la société de sécurité, le nombre d'attaques de ransomware a diminué au début de l'année 2019 en grande partie parce que le groupe derrière le ransomware GandCrab a freiné ses activités. Mais depuis lors, le nombre d'attaques a grimpé en flèche à mesure que de nouveaux groupes ont émergé pour combler le

vide laissé par GandCrab (il est également possible qu'ils aient à présent redémarré leurs opérations).

La chute de GrandCrab

Bien que les nouveaux ransomware tels que Sodinokibi (alias REvil ou Sodin) n'aient pas remplacé GandCrab, ils connaissent une croissance. "La chute de GandCrab, qui a dominé le marché des ransomware avec une part de plus de 50 %, a laissé un vide que divers acteurs comblent rapidement. Cette fragmentation ne peut que signifier que le marché des ransomware deviendra plus puissant et plus résistant aux efforts combinés des forces de l'ordre et de l'industrie de la cybersécurité pour le démanteler" indique le rapport. Bitdefender a déclaré que le nombre d'incidents impliquant des crypto-mineurs a légèrement diminué au cours de la période. "Les mineurs de crypto monnaie ne vont probablement pas disparaître de sitôt" indique le rapport. Cette concentration de menaces sur Windows signifie que les auteurs de logiciels malveillants ont peu de temps à consacrer aux Mac. "Windows restant un front de bataille lucratif, les auteurs de logiciels malveillants n'ont guère intérêt à investir du temps et des ressources pour développer des menaces sur Mac pour le grand public" explique le rapport Bitdefender. Mais cela ne veut pas dire que les Macs ne sont pas à l'abri des menaces indique le rapport. Dans la première moitié de 2019, certaines des menaces les plus courantes dirigées contre MacOS étaient des crypto mineurs et des exploits, selon Bitdefender.

11/ JOUR Par JOUR ... le 22 novembre 2019

☐☐THEME 11 - 1 : Evénements dont c'est aujourd'hui l'anniversaire

Source, journal ou site Internet : l'internaute histoire

Date : 22 novembre 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

845 22 novembre
Indépendance de la Bretagne

Le Breton Nominoë bat les troupes du roi Carolingien Charles le Chauve à ballon près de Redon. Pour le roi cette défaite marque l'échec de la conquête de la Bretagne. Celle-ci devient indépendante du royaume. Elle le restera pendant près de 7 siècles.

1497 22 novembre
Vasco de Gama atteint le Cap

Le navigateur portugais Vasco de Gama double le Cap de Bonne-espérance à la pointe Sud de l'Afrique. Il ouvre ainsi le passage entre l'Afrique et l'Asie. Bartholomeu Diaz fut le premier à la découvrir, mais à cause de la difficulté qu'il rencontra à la franchir le nomma, "Cap des tempêtes". Avec la nouvelle expédition mandatée par le roi du Portugal Manuel la Fortuné, Vasco de Gama et ses trois navires, réussissent à ouvrir le "route des épices". Ils contourneront l'Afrique et arriveront aux Indes à Calicut, l'ancienne Calcutta, en mai 1498.

- 1697 22 novembre
Décès de Libéral Bruant.
- Libéral Bruant est né en 1636 à Paris.
Il est reconnu pour ses travaux architecturaux de grande importance.
Il a construit l'Hôpital de la Salpêtrière, l'Hôtel des Invalides, l'Hôtel Libéral Bruant et la Basilique Notre-Dame-des-Victoires à Paris.
En Angleterre, il a réalisé le château de Richmond pour le duc d'York.
Il trouve la mort le 22 novembre 1697 à Paris.
- 1718 22 novembre
Bataille de l'île d'Ocracoke
- Edward Teach, alias Barbe Noire est un pirate qui s'attaque aux navires marchands au large de la Caroline du Nord. Les négociants demandent au gouverneur de Caroline du Nord d'intervenir, mais celui-ci ayant été corrompu par le pirate, il décide de ne pas agir. C'est le gouverneur de Virginie qui envoie le lieutenant Robert Maynard pour capturer Barbe Noire. Celui-ci atteint le repaire du pirate qui se trouve dans l'île d'Ocracoke et lance une attaque le 22 novembre 1718. A l'issue d'un duel entre Maynard et Barbe Noire, ce dernier est tué et décapité.
- 1747 22 novembre
Guillaume IV devient Stathouder
- Guillaume IV d'Orange-Nassau est nommé chef politique et militaire (appelé stathouder) des Provinces-Unies. Il occupera ce poste jusqu'à son décès en 1751, où il fut remplacé par Guillaume V. Il engagea au début de son mandat une suite de décisions populaires telles que la suppression des contrats de correspondance, la fin de l'affermage des impôts et la récupération des revenus de la poste. Après la signature du traité d'Aix-la-Chapelle qui mit un terme à la guerre de Succession d'Autriche, il resserra ses liens avec les régents et réprima les débordements.
- 1757 22 novembre
Bataille de Breslau
- L'armée autrichienne remporte une grande victoire sur les troupes prussiennes le 22 novembre 1757 lors de la bataille de Breslau. Alors que l'armée prussienne semble dominer l'Autriche et ses 84 000 soldats, elle bat en retraite et se retire dans Breslau, avant de capituler deux jours plus tard. Le grand général prussien Von Brunswick y est fait prisonnier. Ce conflit eut lieu dans le cadre de la Guerre de Sept ans
- 1794 22 novembre
Début du siège de Luxembourg (1794-1795)
- Le siège du Luxembourg oppose l'armée française aux Autrichiens qui se trouvent dans la forteresse de Luxembourg. Les Français sont maîtres de la rive gauche du Rhin mais cherchent à conquérir la forteresse de Mayence et celle de Luxembourg. L'ordre est donné d'assiéger ces deux endroits. Le siège dure sept mois. Après plusieurs affrontements directs, les Autrichiens finissent par céder et

capitulent le 7 juin 1795. Les Français s'emparent alors d'un butin de guerre composé d'innombrables armes, boulets et poudre à canon.

1842 22 novembre

Naissance de José-Maria de Heredia, poète parnassien.

José-Maria de Heredia fait des études de droit tout en commençant à écrire des poèmes. Il quitte Cuba et s'installe en France en 1861. Il fréquente le milieu littéraire et devient membre de l'École parnassienne. Ses écrits sont appréciés et il est élu membre de l'Académie française en 1894. En 1901, il devient conservateur de la bibliothèque de l'Arsenal puis il crée l'année suivante, avec Sully Prudhomme et Léon Dierx, la Société des poètes français.

1869 22 novembre

André Gide naît à Paris

Naissance à Paris de l'écrivain français André Gide (disparition le 19 février 1951). Découvrant son homosexualité au cours d'un périple algérien (1893) – mariage avec sa cousine Mathilde (1895) tout de même –, marqué par une éducation catholique rigide, il développera dans ses écrits une pensée spirituelle originale, à la fois rejet des conventions bourgeoises, possession matérielle ou impératifs moraux, et célébration d'un certain idéal individuel. Son œuvre, parmi laquelle compteront "Les Nourritures terrestres" (1897), "L'Immoraliste" (1902), "La Symphonie pastorale" (1919), lui valut le Prix Nobel de littérature en 1947.

1883 22 novembre

Début du règne de Ranavalona III

Le 22 novembre 1883 commence le règne de la reine Ranavalona III, sur l'île de Madagascar. La jeune femme née le 22 novembre 1861, fut la dernière souveraine malgache. Dominée par la politique du premier ministre, également son mari, elle voit son pays devenir peu à peu une colonie française. Elle doit abdiquer le 28 février 1897, avant d'être exilée à La Réunion, puis en Algérie, où elle meurt le 23 mai 1917.

1893 22 novembre

Naissance de René Barthe

René Barthe est né le 22 novembre 1893 et se dirige vers des études en médecine. Au côté du professeur Langlois, il expérimente la médecine professionnelle qui influencera le reste de sa carrière. Après avoir servi la France au cours de la Première Guerre mondiale, il développe le principe de médecine préventive, véritable succès dans le milieu médical. Ses travaux constituent, en 1946, les bases de la loi sur la médecine du travail. Honoré, il décède en 1957.

1894 22 novembre

Début de la guerre de Lombok

L'île indonésienne de Lombok est le théâtre, le 22 novembre 1894, d'après combats entre les Hollandais et les Balinais. Les premiers cherchent à s'emparer de l'île et trouvent prétexte pour intervenir dans le fait que les seconds souhaitent lever une armée parmi les Sasak contraints. Si une première expédition échoue, les troupes hollandaises finissent par remporter la Guerre de Lombok engendrant

le Puputan, une bataille jusqu'à la mort où le Balinais préférera se suicider que d'être prisonnier.

1906 22 novembre
Le SOS est institutionnalisé

Lors de la conférence internationale sur les signaux télégraphiques se tenant à Berlin, le S.O.S est adopté comme le signal radio de détresse universel. Il est choisi pour sa simplicité à la reproduire en morse : 3 points, 3 traits, 3 points.

1916 22 novembre
Décès de Jack London

Jack London décède à Glen Ellen (Californie) des suites d'un empoisonnement du sang. Né le 12 janvier 1876 à San Francisco (Californie), il est l'auteur de plus de cinquante nouvelles et romans, essentiellement dans le domaine de l'aventure et de la nature. On lui doit notamment Croc-Blanc, L'appel de la forêt ou encore Martin Eden. Il a été une influence majeure pour de nombreux écrivains célèbres à l'instar de Richard Wright, Jack Kerouac ou encore George Orwell.

1928 22 novembre
Le Boléro fait crier "au fou!"

Sur une commande de la danseuse Ida Rubinstein, Ravel compose un morceau symphonique simple, une musique répétitive de 17 minutes. Selon ses propres dires, il n'accorde pas une grande valeur à cette partition... L'histoire ne dit pourtant pas quel sera son degré d'étonnement face au succès de cette œuvre dès la première, succès qui ne s'essoufflera pas de sitôt. Le Boléro sera en effet le titre de musique le plus joué de l'histoire. Pourtant, la légende rapporte que le compositeur aurait été amusé par l'anecdote affirmant qu'une auditrice a crié au fou en entendant son œuvre, jusqu'à affirmer : "celle-là, vois-tu, elle a compris".

1942 22 novembre
Opération Uranus

L'opération Uranus représente l'assaut de l'Armée rouge, débuté le 19 novembre 1942, pour encercler l'armée allemande à Stalingrad. La Wehrmacht était en effet réfugiée dans cette ville. À la suite d'un encerclement réalisé sous les ordres du maréchal Joukov, cette opération fut soldée par une victoire de l'Armée rouge, et marqua le début du repli des forces de l'Axe.

1943 22 novembre
Indépendance du Liban

Le Liban accède à l'indépendance lorsque le chrétien maronite Béchara El Khoury est relâché de prison. Défenseur de l'indépendance, il avait été élu président de la République. Bien qu'il soit théoriquement libre d'exercer librement son pouvoir, l'armée française reste en place. En août, il parvient à un accord avec le musulman sunnite Riad Solh, accord qui sera la base du pacte national de 1947. Le 22 novembre est depuis la date de la fête nationale.

1956 22 novembre
Ouverture des jeux olympiques de Melbourne

Le Duc d'Edimbourg ouvre officiellement les 16ème jeux olympiques de Melbourne. Ce sont les premiers jeux jamais réalisés dans l'hémisphère sud. 67 nations seront représentées jusqu'au 8 décembre. Le premier sport mis à l'honneur sera la basket-ball avec deux matchs, l'un opposant la Chine à la Corée et l'autre l'URSS au Canada.

1963 22 novembre
Décès d'Aldous Huxley

L'écrivain britannique décède à l'âge de 69 ans. Sa carrière littéraire reste marquée par son roman "le Meilleur des mondes", publié en 1932. Il y exposait, avec une note d'humour, une vision très pessimiste de l'avenir de l'espèce humaine, se calquant sur le genre de la science-fiction. Il s'éteint exactement le même jour que le président américain John Kennedy.

1963 22 novembre
Assassinat de Kennedy

En tournée à travers les Etats-Unis, le président John Fitzgerald Kennedy est abattu par trois coups de feu alors qu'il traversait le centre ville de Dallas dans une cadillac décapotable. Transporté en urgences à l'hôpital le président mourra 30 minutes plus tard. Le gouverneur du Texas, John Connally, présent dans la voiture officielle est grièvement blessé. Mais il sortira indemne du Parkland Memorial Hospital de Dallas. Agé de 46 ans JFK n'aura gouverné que trois ans. Les circonstances et le mobile de son assassinat sont restés obscurs.

1975 22 novembre
Juan Carlos 1er monte sur le trône

Deux jours après la mort de Franco, Juan Carlos est proclamé roi d'Espagne. Ce retour à la monarchie est également un retour à la démocratie. Juan Carlos décide en effet de défaire le régime dictatorial franquiste malgré l'opposition d'un certain nombre de conservateurs, notamment au sein de l'armée. Il nomme Adolfo Suárez pour préparer cette transition et privilégie l'unité nationale plutôt que la chasse aux dirigeants de l'ancien régime.

1977 22 novembre
Le Concorde entre en service sur le ligne Europe-New York

Après une bataille acharnée entre les écologistes américains et les compagnies aériennes, Air France et British Airways, l'avion supersonique franco-britannique "Concorde" est enfin autorisé à se poser aux Etats-Unis. Un service régulier entre les deux continents est mis en place. A 8h47, deux appareils l'un en provenance d'Heathrow et l'autre de Roissy, se posent sur l'aéroport JFK de New-York.

1978 22 novembre
Première des "Bronzés"

Le film de Patrice Leconte sort sur les écrans français. Adapté de la pièce "Amour, coquillages et crustacés" écrite par la troupe du Splendid, le film réunira

plus de 2 millions d'entrées. Face à un tel succès l'équipe tournera une suite en 1979 avec: "Les Bronzés font du ski".

1986 22 novembre
Tyson : "Bébé" champion

Alors qu'il vient de fêter ses 20 ans, le boxeur américain Myke Tyson remporte le titre de champion du monde des lourds WBC à Las Vegas. Il bat par K.O au deuxième round le canadien Trevor Berbick. Grâce à cette victoire il devient le plus jeune champion du monde de sa catégorie.

1994 22 novembre
Le mont Merapi surprend les habitants

Le Merapi, sur l'île de Java, en Indonésie, se réveille et laisse échapper une nuée ardente qui surprend les habitants en plein jour. Déjà en 1672, le Merapi libérait une immense coulée pyroclastique, emportant près de 3000 personnes. Ici, plus de soixante personnes trouvent la mort. Le volcan se réveillera en 2006, plusieurs milliers d'habitants évacueront les lieux et le 27 mai, le Merapi provoquera un séisme particulièrement violent avant d'exploser.

2003 22 novembre
La coupe du monde enfin dans l'hémisphère nord

Au terme des prolongations, l'Angleterre tient une victoire mais aussi une revanche en battant les Wallabies sur leur propre terrain, à Sydney, dans la finale de la Coupe du Monde. En effet, c'est une inversion exacte des acteurs par rapport à l'édition de 1991. L'Angleterre avait par ailleurs fait durement chuter la France en demi-finale, France pourtant perçue un an plus tôt comme la meilleure équipe du monde.

2004 22 novembre
Déclenchement de la "Révolution Orange" en Ukraine

Au lendemain d'un scrutin présidentiel entaché de fraude, la neige et le froid n'empêchent pas 100 000 Ukrainiens de manifester sur la place de l'Indépendance à Kiev. C'est le point de départ de la « Révolution Orange », couleur du parti du candidat lésé, Viktor Iouchtchenko, qui conteste les résultats et appelle à la grève générale. Soutenue implicitement par les occidentaux, la révolution pacifique se poursuit et croît pendant plusieurs jours. La place de l'Indépendance est occupée 24 heures sur 24 par des manifestants qui dorment sur place. Finalement, un troisième tour est organisé le 26 décembre et voit la victoire définitive de Iouchtchenko.

2007 22 novembre
Mort de Maurice Béjart

Le danseur et chorégraphe Maurice Béjart décède à Lausanne à l'âge de 80 ans. Enseignant son art en Belgique depuis 20 ans, Béjart n'avait pour autant jamais cessé de mettre en scène. Ayant plus de 230 chorégraphies à son actif, il travaillait sur sa dernière création, "Le Tour du monde en 80 minutes".

12/ REVUE de PRESSE INTERNATIONALE en langue étrangère

□ □THEME 12 - 1 : [India's Space Agency to launch three satellites to boost border security](#)

Source, journal ou site Internet : Sputnik

Date : 21 novembre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

A third-generation Earth-imaging satellite Cartosat-3 and 13 commercial nanosatellites from the US will be launched from the Satish Dhawan Space Centre, in Andhra Pradesh. The Indian Space Research Organisation (ISRO) announced on Tuesday that it will launch three Cartosat earth observation satellites between November 25 and the first week of December to beef up border security surveillance. Cartosat satellites are part of the Indian Remote Sensing Program (IRSP) and are used for Earth's resource management, defence services, and monitoring. Besides these three primary satellites, the launcher Polar Satellite Launch Vehicle (PSLV) will carry over two dozen smaller foreign satellites. The Cartosat PSLV C-47 rocket, to be launched from Sriharikota at 9.28 a.m. on 25 November, will be placed in an orbit of 509 km at an inclination of 97.5 degrees. Two more surveillance satellites - Risat-2BR1 and Risat-2BR2 - will be launched in December with the help of PSLV C-48 and C-49 rockets, reports quoted space agency sources as saying on condition of anonymity. Cartosat-3 is a third-generation agile advanced satellite having a powerful resolution of 25 cm which enables it to identify two objects separated by a distance of 25 cm. It also has a wider spatial (geographic) range (approximately 16 km), multi-spectral (captures light within specific ranges in the electromagnetic spectrum) and hyperspectral (captures light from across the electromagnetic spectrum) capabilities, which can assist in locating enemy hideouts and terror hubs. The Risat-2BR1 and Risat-2BR2 satellites have the capability of seeing through clouds and taking images at night which can be very helpful in tracing border infiltration and terror activity.

□ □THEME 12 - 2 : [Russia returns navy vessels seized from Ukraine](#)

Source, journal ou site Internet : Deutsche Welle

Date : 22 novembre 2019

Auteur :

Adressé par François Jouannet

Russian authorities have returned three Ukrainian military ships from their Crimean port to Ukraine. The navy vessels were seized during a clash in the Kerch Strait last year. Three Ukrainian ships were returned on Monday almost a year after the Russian navy seized the vessels in the Kerch Strait. Ukrainian officials confirmed the return, a day after tug boats were seen towing the vessels through the strait that separates Crimea from the Russian mainland. Russia's Ministry of Foreign Affairs previously announced the handover earlier on Monday. The move was "in accordance with the agreements reached with the Ukrainian side," sources from Russian intelligence agency FSB's Crimean branch told Russian news agency Interfax. The news comes ahead of a crucial summit between the leaders of Ukraine and Russia. The handover is seen as an important step in resolving the ongoing five-year conflict

in eastern Ukraine. Russia's military had captured one tugboat and two small artillery vessels last November after the Ukrainian crews tried to gain access to the Sea of Azov through the Kerch Strait. The strait is the only naval access point to two of Ukraine's biggest ports, Mariupol and Berdyansk. Russia accused the Ukrainian navy of trying to stage a "provocation" and illegally entering Russian territorial waters, while Ukraine describes the incident as an act of Russian aggression. Russian troops opened fire during the incident and one of their vessels rammed a Ukrainian boat. Several Ukrainian crew members were injured. Russian authorities eventually arrested all 24 sailors and later put them on trial for "illegally crossing the border." What happened to the sailors ? A United Nations tribunal ruled in May that Russia must release the sailors and ships. The sailors were freed after 10 months in a landmark prisoner swap this September, which also saw Russia sending filmmaker Oleg Sentsov back to Ukraine. However, the legal case against the Ukrainian sailors remains ongoing in Russia. "After the return of the detained sailors and their ships to Ukraine, ending the case against the sailors should be a natural and reasonable ending for this entire story in Russia," the head of their legal team, Nikolai Polozov, said on his Facebook page. The return of the ships should serve as another trust-building measure between Moscow and Kyiv, as Ukrainian President Volodymyr Zelenskiy pushes for a top-level meeting in the so-called Normandy format, with the presence of France's Emmanuel Macron and Germany's Angela Merkel. These will be the highest-level talks carried out since 2016. While the relationship between Moscow and Kyiv remains tense, Zelenskiy's unexpected victory this April signaled a change in the long-running conflict.

□ □ THEME 12 - 3 : NATO recognizes space as a new operational domain says Stoltenberg

Source, journal ou site Internet : Sputnik

Date : 22 novembre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

The North Atlantic Treaty Organization (NATO) has identified space as an operational domain, alongside air, land, sea and cyber area, the alliance's Secretary-General, Jens Stoltenberg, said. "We have agreed that space should be a new operational domain for NATO alongside air, land, sea and cyber. Space is part of our daily life here on Earth. It can be used for peaceful purposes. But it can be also used aggressively", Stoltenberg told a news conference on the results of the NATO foreign ministers' meeting in Brussels on Wednesday. The alliance's chief continued by explaining that satellites could be jammed, hacked or weaponized, which could lead to disrupted communications and affect various services and areas. Moreover, space was essential to NATO's defence and deterrence, such as the alliance's ability to detect missile launches and gather intelligence, Stoltenberg argued. Stoltenberg emphasized that NATO remained a defensive alliance and did not intend to put weapons in space, acting in line with international law. "Making space an operational domain will help us ensure that all aspects are taken into account to ensure the success of our missions", the NATO chief noted. While air, land and sea have been traditional operational domains for NATO, the cyberspace was recognized as such an area of the alliance's defensive activities in July 2016. Stoltenberg said earlier this week that the alliance, however, has "no intention to put weapons in space". The US permanent representative to the alliance, Kay Bailey Hutchison, remarked that space was already playing a big role in communications and capabilities used by NATO. When asked whether an attack on a NATO member's satellite could trigger an Article 5 response from the alliance, Hutchison

said that the article's concept was about "territory". Article 5 of The North Atlantic Treaty envisages that an armed attack against one or more NATO member-state should be considered as an attack on all of the allies.

□ □ THEME 12 - 4 : Nuclear agency urges Iran to explain uranium particles at undeclared site

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 22 novembre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

The UN nuclear watchdog on Thursday urged Iran to explain the presence of uranium particles at an undeclared site, as a landmark deal aimed at curbing Tehran's atomic activities threatens to collapse. The International Atomic Energy Agency (IAEA) said in a report seen by AFP last week that its inspectors had "detected natural uranium particles of anthropogenic origin at a location in Iran not declared to the agency". The agency's acting head Cornel Feruta told a press conference that an IAEA team of experts would meet Iranian officials in Tehran next week to discuss the matter, which Iran had so far failed to address "in the proper way". "The matter remains unresolved... It is essential that Iran works with the agency to resolve this matter promptly," he said at a earlier meeting of the agency's board of governors. The particles are understood to be the product of uranium which has been mined and undergone initial processing, but not enriched. While the IAEA has not named the site in question, diplomatic sources have previously said the agency asked Iran about a site in the Turqzabad district of Tehran where Israel has alleged secret atomic activity in the past. Sources say the IAEA took samples from the site in the spring and that Iran has been slow in providing answers to explain the test results.

- 'Wholly unacceptable' -

US ambassador to the IAEA Jackie Wolcott said in her statement to the board that it was "wholly unacceptable" that Iran had failed to address the matter, which has occupied the IAEA since January. The 2015 deal between Iran and world powers has been faltering since last year when the United States pulled out and started to reinstate punishing sanctions on Tehran, leaving the other signatories struggling to salvage the agreement. Over the past few months, Iran has breached several parts of the deal it signed with the US as well as Britain, China, France, Germany and Russia, in which it committed to scaling back its nuclear programme in exchange for sanctions relief. The EU in its statement to the board of governors reiterated that it was "extremely concerned" by Iran's actions in stepping up its uranium enrichment and other moves. Enrichment is the process that produces fuel for nuclear power plants but also, in highly extended form, the fissile core for a warhead. On Monday, the IAEA confirmed Iran's stock of heavy water for reactors has surpassed the 130-tonne limit set under the agreement. Heavy water is not itself radioactive but is used in nuclear reactors to absorb neutrons from nuclear fission. Heavy water reactors can be used to produce plutonium for nuclear weapons as an alternative to enriched uranium. Feruta also reiterated on Thursday that it was "unacceptable" that an IAEA inspector had been temporarily prevented from leaving Iran. Iran has cancelled the inspector's accreditation, saying she triggered a security check -- used to detect explosives -- at the entrance gate to the Natanz enrichment plant last month. "We started our own preliminary analysis... There is no indication that would confirm this allegation" that she carried explosives, Feruta told reporters.

□ □ THEME 12 - 5 : Boeing Starliner Crew spacecraft heads to pre-launch processing

Source, journal ou site Internet : SPX

Date : 22 novembre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Boeing's CST-100 Starliner spacecraft is transported from NASA's Kennedy Space Center to a facility at Cape Canaveral Air Force Station on Thursday, Nov. 21, 2019. Later in the day it was placed atop a United Launch Alliance Atlas V rocket ahead of Boeing's uncrewed Orbital Flight Test to the International Space Station. Boeing's uncrewed flight test, which is targeted for Dec. 17, will provide valuable data on the end-to-end performance of the rocket, spacecraft and ground systems, as well as, in-orbit and landing operations. The data will be used toward certification of Boeing's crew transportation system for carrying astronauts to and from the space station. NASA's Commercial Crew Program is working with the American aerospace industry through public-private partnerships to launch astronauts on American rockets and spacecraft from American soil for the first time since 2011. The goal of the program is safe, reliable and cost-effective human space transportation to and from the International Space Station. This could allow for additional research time aboard the station and increase the opportunity for discovery aboard humanity's testbed for exploration, which includes sending astronauts to the Moon and Mars.

□ □ THEME 12 - 6 : EU shipping emissions regulations : A sweet spot a bureaucratic monster?

Source, journal ou site Internet : Lloydslysts

Date : 22 novembre 2019

Auteur :

Adressé par François Jouannet

THE ARRIVAL of a new European Commission means the EU will likely impose a decarbonisation measure on shipping, much to the joy of environmentalists and the dismay of shipowner interests around the world. As the International Maritime Organization attempts to make good on its commitment to slash shipping emissions by at least 50% by 2050 compared to 2008, those European voices frustrated with progress so far are seeing their vindication in the face of commission president-designate Ursula von der Leyen. Ms von der Leyen and other commissioners have said they intend to include the maritime sector in the EU Emissions Trading System, a move that has long been championed by the European Parliament. The reinvigorated push for the EU to regulate shipping has reignited the dispute between these environmentalist voices and those shipping interests that fear the EU's plans would distort the market, penalise ships that operate in European waters and undermine the role of the IMO as the global maritime regulator. Shipping may be global and one state making the rules on its own is no good, but there are simply too many actors involved in the IMO to take effective decisions quickly enough, according to Faig Abbasov, shipping manager at Brussels-based ngo Transport and Environment. "For making transformational decisions we need to find a sweet spot that is bigger than one [actor] but smaller than 190," he told Lloyd's List during a recent conversation. Mr Abbasov rejected the recurring criticism that European regulation would undermine the IMO and instead claimed EU rules would complement the global regulator, by introducing more-stringent decarbonisation measures that the IMO could later implement on a

global level. Danish Shipping executive director Maria Skipper Schwenn counter-argued that the EU should use its power at the right level, namely to craft policy at the IMO, and take the lead in pushing for research and development, the production of new fuels, technologies and relevant infrastructure. "But I am afraid with the ETS as such, if we just look at the system as it functions today, we will create a bureaucratic monster, which will not lead to real reductions and will be an administrative burden for especially smaller shipping companies," she said. The sector would also see massive non-compliance from flag states outside the EU, she predicted.

An EU carbon levy and/or cuts

The EU ETS caps the permitted emissions of polluters in Europe but gives them the option to buy more emissions allowances, making additional pollution more costly. The scheme, however, has been widely acknowledged to have under-delivered and a revamped version of the ETS is coming in 2020. The potential inclusion of shipping in the ETS would not necessarily mean issuing carbon credits and trade permits to the sector. Mr Abbasov believes the EU should use the Monitoring, Reporting and Verification database, which contains data on emissions and fuel consumption for vessels that used EU ports in 2018, to introduce mandatory operational carbon reductions, based on the available figures. The MRV itself has also come under scrutiny since it went live on June 30, as an early reporting error inflated the actual emissions and the database continues to be updated daily despite the fact that all vessel reports had to be ready by April 30. Another option could be a levy on carbon emissions for those vessels using EU ports, according to Mr Abbasov. Carbon levies are a decarbonisation measure that individual shipowners appear to be increasingly accepting will come in the future- albeit from the IMO, not the EU. Despite their strong disagreement on the function of the EU, Ms Skipper Schwenn and Mr Abbasov agree on certain points, including the need for shipping companies to become first movers in using new fuels and technologies. The Danish shipping executive director acknowledged Mr Abbasov's observation that the development of technology cannot happen globally from one day to the next and needs to start in some region before taking off. "Developing technology is something different than a regulatory framework. That is where we need something that will encompass the whole global fleet," she said. Mr Abbasov on his part also recognised that any EU measure that does come needs to be designed intelligently to reduce the potential bureaucratic burden. "Creating a maritime climate fund under the ETS regulation and requiring ships to pay for the CO₂, as opposed to all the administrative [burden of] purchase allowances and trade allowances elements could be a way forward," he said. Those revenues would then be reinvested in the sector, for example by helping first movers cut down their operational costs. That suggestion may not sound completely foreign even to those interests that have long opposed the inclusion of shipping in the EU ETS. Some of the world's largest shipping lobbies are considering proposing to the IMO a mandatory R&D fund based on fuel levy next year.

Shipping's say in the EU climate policy be slipping away

Since the EU agreed to pause on the inclusion of shipping in the ETS a mere two years ago, effectively until 2023, combating climate change has become the priority for the bloc's leadership. And while shipping in the ETS was back then very much a European Parliament campaign, the Commission is now perhaps just as eager as the Parliament itself. Ms von der Leyen's mission letters to her two transport commissioner hopefuls suggest that shipping's voice in the emission debate may be even weaker than it was just a few months ago. The mission letter sent in September to the then transport commissioner nominee Rovana Plumb asked her to "lead the work on extending the emissions trading system". But after the European Parliament rejected Ms Plumb and Romania suggested Adina Valean as the new EU transport commissioner, the mandate changed. Ms von der Leyen wrote to Ms Valean, who was confirmed by the Parliament earlier this month, that she "will contribute to the work on extending the Emissions Trading System to the maritime sector". This change could simply be

semantics. But contribution and leadership could also be worlds apart and given that the transport commissioner will likely be the most familiar with the shipping industry, getting its message to the top will be even more taxing. The dominance of the climate crisis in the agenda of the EU leadership makes it highly likely that this is no longer a question of if the EU deploys a decarbonisation measure for shipping, but how soon and in what form.

13/ Titres des articles pouvant être demandés à l'adresse adulou@numericable.fr, qui vous les adressera dans la journée de la demande.

Ces articles n'ont pu être insérés dans la revue de presse. Pour recevoir un ou plusieurs articles, il suffit d'adresser un message électronique à l'adresse :

adulou@numericable.fr;

1) Articles en langue française :

- L'Otan en état de « mort cérébrale » : les Américains répliquent à Macron
- Le CHU de Rouen victime d'une attaque informatique
- Application Research d'Apple : à quoi servent vos données de santé ?
- Whatsapp : une faille sur les vidéos MP4 permet d'exécuter le code à distance
- Explosion des demandeurs d'asile entre 2015 et 2018 : des chiffres terrifiants
- Délinquance des mineurs : le pédopsychiatre Maurice Berger renverse tous les totems de la gauche !
- Cette case qui manque aux élites françaises pour trouver le remède à l'impuissance politique et à la crise de défiance généralisée
- L'Ukraine veut commander 20 patrouilleurs côtiers à Ocea
- A Lorient, SEAir fait voler les bateaux
- Récit d'un monde en ébullition Trois questions à Dominique Moïsi
- Attaque jihadiste près de Menaka: le Niger aide le Mali à secourir ses soldats
- Amérique latine: où en sont les mouvements de contestation?
- Armes autonomes : la difficile lecture du cas français
- Les @mers du CESM 22/11/2019
- La Russie dans le cyberspace : Runet est-il le nouveau rideau de fer numérique ?
- L'eau, nouveau paradigme de la géopolitique du XXIème siècle

2) Articles en langue étrangère :

- US asks N.Korea to 'seize the moment' on talks
- France, Germany offer NATO plans after 'brain death' row
- NATO announces \$1bn upgrade to ageing AWACS fleet
- Germany fails to protect Nord Stream 2 from EU gas laws
- 'Wide-scale' Israeli strikes kill 11 fighters in Syria: monitor (AFP)
- Yemeni Houthis Release Seized Ships and Crew, South Korea Says

- **Russia Is Now Sending Its Main Crude Oil Through the Arctic**
- **Trump forbids US Navy from expelling SEAL accused of war crimes**
- **Russia opens new fraud cases over cosmodrome**

3) **Liens intéressants à consulter :**

<https://m.le360.ma/politique/armement-le-maroc-va-se-lancer-dans-lindustrie-militaire-202803>

https://www.causeur.fr/bce-krach-crise-economique-christine-lagarde-bulle-169111?utm_source=email&utm_medium=social&utm_campaign=SocialWarfare

<https://www.lesclesdumoyenorient.com/Entretien-avec-Jean-Paul-Chagnollaud-Retour-sur-la-Cisjordanie-les-colonies-et.html>

<https://www.defensenews.com/pentagon/2019/11/21/us-to-europe-fix-open-skies-treaty-or-we-quit/>

<https://www.reuters.com/article/us-embraer-m-a-boeing-china/chinese-antitrust-regulator-approves-boeing-embraer-deal-idUSKBN1XV2J4>

<https://www.c4isrnet.com/battlefield-tech/it-networks/5g/2019/11/21/when-it-comes-to-5g-army-says-show-us-what-you-have/>

<https://www.lesclesdumoyenorient.com/Point-de-situation-sur-les-refugies-en-Turquie-leitmotiv-diplomatique-du.html>

https://allemagne.diplo.de/frdz-fr/aktuelles/01-Politiquefederale/-/2280926?pk_campaign=newsletter_%C3%89dition_du_bulletin_d%27informations_2019_11_22&pk_kwd=teaser_Japon+%3A+un+proche+partenaire+au+service+d%E2%80%99un+multilat%C3%A9ralisme+fort



Union-ihedn.org

<http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>